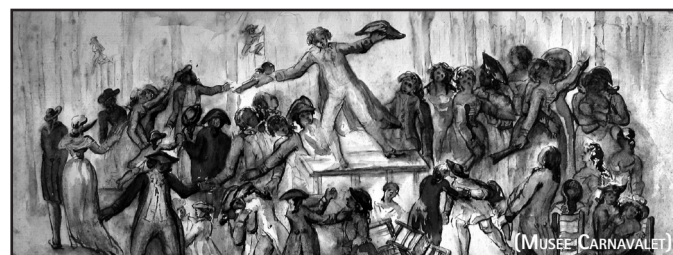




**Jean-François Largillière**, secrétaire général de Sud Caisse d'épargne, revient sur les luttes autour de la fusion avec la Banque populaire. **REGARDS PAGE 2**



Particulièrement exploitées par le capitalisme, les **personnes handicapées** sont méprisées par le gouvernement. **NPARGUMENT PAGES 6&7**



La **révolution française** est exposée au musée Carnavalet (Paris) par des œuvres artistiques révolutionnaires inédites ou rares dans les musées. **CULTURE PAGE 9**

# TOU**T** est à nous!

5 NOVEMBRE 2009 | N°29 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## IDENTITÉ

# INTERNATIONALISTES FIERS DE L'ÊTRE!

### LA FRANCE BLACK BLANC BEURK



*Dans le contexte de crise économique et politique actuelle, Sarkozy, relayé par son fidèle « caniche » Besson joue la carte du nationalisme et du racisme : « Il faut réaffirmer les valeurs de l'identité nationale et la fierté d'être français ».*

**L**e bilan du gouvernement est catastrophique: 700 000 chômeurs de plus en un an, un gel généralisé des salaires, une précarité grandissante, on est loin du «travailler plus pour gagner plus», sans parler des scandales à répétition... À cinq mois des élections régionales, cette offensive politique vise à ressouder l'électorat qui pourrait s'emparer du vote FN pour protester de la pire des manières contre la politique actuelle. Besson avoue ouvertement l'objectif politique

de cette opération lorsqu'il dit: «Nous n'aurions jamais dû abandonner au Front national un certain nombre de valeurs qui font partie du patrimoine républicain». On croit rêver, car depuis des années Sarkozy récupère tous les thèmes racistes et sécuritaires du FN afin de phagocyter son électorat. Mais pour que cela marche, il lui faut aller toujours plus loin dans la surenchère. Cette politique n'est pas seulement électoraliste. Elle vise à entretenir les divisions au sein de la classe ouvrière. En faisant de

l'immigration un problème, le gouvernement veut faire croire que les étrangers sont une menace, d'où la nécessité de «réaffirmer notre identité nationale». On trouve des boucs-émissaires qui «piquent le boulot des travailleurs français», on détourne la colère des vrais responsables, les capitalistes. Cet argument fut largement utilisé dans les années qui suivirent la grande crise de 1929, avec les conséquences tragiques que l'on connaît.

**SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3**

## VENEZUELA US GO HOME

**Les États-Unis** ont signé un accord militaire avec la Colombie leur ouvrant l'accès à sept bases militaires du pays frontalier du Venezuela et de l'Équateur. Après la perte de leur base militaire en Équateur, les États-Unis peuvent réinstaller leurs troupes en Amérique latine. Cet accord va permettre à l'impérialisme américain de menacer, en préparant des interventions contre-révolutionnaires, les pays qui se réclament de la révolution bolivarienne (Venezuela, Équateur, Bolivie). À Caracas, un référendum populaire a été organisé contre cet accord. **LIRE PAGE 8**

## DÉLOCALISATIONS POUR L'INTERDICTION?



**Le chômage**, les bas salaires, les mauvaises conditions de travail... tout serait la faute des délocalisations. Contre les patrons qui les utilisent pour convaincre les travailleurs de ne pas se battre, la tentation d'en exiger l'interdiction est grande. Faut-il alors défendre une politique protectionniste? En réalité, il y a davantage d'investissements étrangers en France que le contraire et les délocalisations font partie intégrante des stratégies capitalistes pour augmenter leurs profits. **LIRE PAGE 5**

## ACTION DIRECTE TOUJOURS EN PRISON

**Jean-Marc Rouillan** et Georges Cipriani ont accompli leur peine de sûreté de dix-huit ans dans des conditions très difficiles, en isolement rigoureux et prolongé, suite à leur condamnation pour leurs actes quand ils étaient membres d'Action directe. Jean-Marc Rouillan a une maladie grave et très rare et nécessite un traitement hors détention. Sa demande de suspension de peine a été refusée. Georges Cipriani, malade, manque également de soins. **LIRE PAGE 10**





édito

Par François Coustal

## ATTENTION FRAGILE

**L**es mésaventures de Jean Sarkozy dans sa tentative avortée de prendre la direction de l'Espad sont particulièrement révélatrices. D'abord, l'origine de l'affaire témoigne de l'incroyable arrogance du clan Sarkozy – à commencer, bien sûr, par le chef – qui considère l'État comme... sa propriété de famille! Et son issue – sans doute provisoire... mais piteuse – dévoile l'ampleur des divisions qui traversent la majorité et les failles du régime. Car cet épisode peu glorieux s'inscrit dans une succession de remous politiques qui agitent la majorité. Ainsi, les conclusions du rapport Rocard-Juppé sur le grand emprunt sont d'ores et déjà mises en cause par plusieurs dizaines de députés de la majorité qui trouvent son montant beaucoup trop timoré. Sans doute conscients du risque politique et social encouru à terme par un gouvernement qui, de façon aussi outrancière, privilégie les plus riches et les milieux d'affaires, plusieurs autres députés de droite ont tenté de taxer (un peu) les banques ou encore de remettre en cause (à la marge) le « bouclier fiscal ».

Vainement : on ne touche pas aux « grandes réformes » du Chef! Il n'empêche : l'autorité de l'omniprésident a été contestée. Plus alarmante encore (de son point de vue) : la contestation de sa réforme de la taxe professionnelle. Après un premier coup de semonce tiré par Alain Juppé l'accusant de « se foutre du monde », c'est maintenant un autre ancien Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, qui mène la fronde et menace, avec 23 autres sénateurs, de ne pas voter le texte. Alors qu'une autre réforme, encore plus centralisatrice (et explosive pour les élus de droite) est déjà dans les tuyaux : celle des collectivités territoriales (avec la fusion des conseillers régionaux et des conseillers généraux). Dans ce contexte délicat pour le pouvoir actuel, même Dominique de Villepin (pas encore sorti de l'affaire Clearstream) se croit autorisé à se présenter comme une alternative au sarkozisme! Autant d'éléments qui confirment, une fois de plus, que Sarkozy est surtout fort de la faiblesse et de la léthargie de la gauche et des sommets du mouvement syndical...

**6 NOVEMBRE, SANS-PAPIERS, PARIS.**

Rencontre débat organisé par l'EDMP et RESF autour du livre écrit sous la direction d'Olivier Le Cour Grandmaison, *Douce France, Rafles Rétentions Expulsions*. RV à 19 heures à la Librairie Coopérative, 8 impasse Crozatier, 75012 Paris, métro Reuilly-Diderot. Il est nécessaire de s'inscrire en téléphonant au 01 44 68 04 18.

**7 NOVEMBRE, MAL-LOGÉS, MONTREUIL.**

La coordination des foyers de Montreuil et le Collectif pour l'avenir des foyers (Copaf) organisent la 2<sup>e</sup> Fête des foyers sur le thème des solidarités, ici : dans les foyers de travailleurs immigrés avec leurs conseils de quartier, leurs voisin(e)s et là-bas : en Afrique avec leurs familles

et leurs associations villageoises. RV à partir de 14 heures pour une visite des stands de six foyers. À 17 heures, débat « Le foyer solidaire », à 19 heures, repas africain et à 21 heures, spectacle : Carlos Ouedraogo, conteur musical. La Parole errante – la Maison de l'arbre, 9, rue François Debergue, métro ligne 9, Croix-de-Chavaux (sortie place Jacques-Duclos, escalator, bd de Chanzy centre commercial, rue du Capitaine Dreyfus, puis la première rue à droite).

**14 NOVEMBRE, RASSEMBLEMENT ANTIGUERRE, LOUVIERS**

Le déjà traditionnel « 11 novembre alternatif » pour dénoncer le rôle des troupes françaises en Afrique et en

Afghanistan ainsi que l'entrée dans l'Otan. Rendez-vous à 11 heures place du Parvis. Nous chanterons *La chanson de Craonne*, *La butte rouge*, *Le déserteur*, et rebaptiserons une fois de plus la rue du maréchal-boucher Foch en rue Pierre Brizon, délégué à la conférence internationaliste de Kienthal en Suisse en 1916, le premier qui osa dénoncer la guerre impérialiste à la tribune de l'Assemblée nationale.

**19 NOVEMBRE, CINÉMA, LOUVIERS.**

Le comité NPA de Louviers organise la projection de *L'Armée du crime* de Robert Guediguian le jeudi 19 novembre à 20 heures au Forum. La présentation sera faite par Monique Georges, auteure

de *Le Colonel Fabien était mon père* (Mille et une Nuits). Entrée 5 euros.

**TOUS LES DIMANCHES, RESF, PARIS.**

Rassemblement et ronde sur le parvis de Notre-Dame, de 16 à 17 heures, à l'appel du Réseau éducation sans frontières (RESF), contre la politique xénophobe du gouvernement, jusqu'au 20<sup>e</sup> anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant le 20 novembre.

**DU 20 NOVEMBRE AU 5 DÉCEMBRE, NATIONAL.**

Des marches régionales contre le chômage, les précarités et les licenciements sont organisées annonçant la manifestation nationale le 5 décembre.

## regards



J.-F. Largillière (DR)

BPCE<sup>1</sup> UNE FUSION SOUS PRESSION

*La fusion entre la Caisse d'épargne et la Banque populaire, amorcée en janvier 2009, menace des milliers d'emplois. En Île-de-France et en Midi-Pyrénées, les Comités d'entreprise (CE) se sont mobilisés pour stopper la fusion. À Paris, le 31 juillet, la Cour d'appel a donné raison aux syndicats, mais le 27 octobre, le Tribunal de grande instance (TGI) les a déboutés. Explications de Jean-François Largillière, secrétaire général de Sud Caisse d'épargne.*

Propos recueillis par Gilles Pagaille

**Quelle est l'origine de la fusion entre la Banque populaire et la Caisse d'épargne et quelles en sont les conséquences pour les salariés et les clients?**

En 1973, il y avait entre 350 et 400 caisses d'épargne. Il en reste aujourd'hui 17, après différentes restructurations qui se sont accompagnées de suppressions d'emplois.

En 2006, il existait encore une trentaine de Caisses d'épargne régionales. Cette même année, alors que Charles Milhaud (encore à la tête du groupe) rêvait de cotation en Bourse pour l'Écureuil, est alors apparu le projet Natixis<sup>2</sup>, créant une banque de financement détenue à parité entre les Banques populaires et la Caisse d'épargne. Le rapprochement des deux groupes était déjà inscrit dans les objectifs patronaux. La crise financière a servi de prétexte pour fusionner les deux groupes. Des PSE<sup>3</sup> ont alors commencé à voir le jour dans les entreprises Caisse d'épargne. Depuis la création de la BPCE, le comité de groupe, représentant les personnels des deux banques, n'existent plus. Il est donc très difficile d'obtenir des informations sur les orientations stratégiques patronales. Avant la création du groupe, on avait déjà commencé à tailler dans les effectifs. Sur 43 000 salariés de la Caisse d'épargne, 5 000 suppressions d'emplois étaient envisagées avant même la fusion. Les deux banques emploient 100 000 salariés et il faut s'attendre à plus de 10 000 suppressions de postes, une fois la fusion effective. Dans un premier temps, les deux enseignes seront conservées, mais petit à petit les agences fusionneront pour réduire le nombre d'employés. La masse de travail sera ainsi répartie sur un personnel moins nombreux, ce qui détériorera évidemment les conditions de travail. Le groupe a recruté Jean-Luc Vergne, co-responsable du plan social de PSA (qui a coûté 11 000 emplois) à la tête des ressources humaines. On sait pourquoi il vient... Les salariés sont écœurés par ce qu'on leur demande de proposer aux clients (forfaits, crédits revolving). Ils le font, pour garder leur boulot, pour bouffer, mais ils n'en sont pas toujours fiers, et cela crée de la souffrance. Et ce n'est pas propre à la Caisse d'épargne, ni aux banques.

**Comment la contestation s'est-elle organisée?**

En Île-de-France, seuls Sud et la CGT Caisse d'épargne se sont mobilisés. En Midi-Pyrénées, Sud, CGT, CFTC et FO ont également voté une action en justice. Ailleurs, les syndicats ont simplement donné un avis, défavorable la plupart du temps. Mais légalement le patron n'était pas obligé d'en tenir compte. Donc, la seule façon de retarder le processus de fusion, c'était considérer que les CE n'avaient pas été informés sur les conséquences sur l'emploi et les conditions de travail. Il n'y a eu aucune lisibilité, entreprise par entreprise, par rapport à ça. On a eu des réunions, on a été noyés par des kilos de papiers plus ou moins utiles, mais les vraies questions restent sans réponse. Donc, on a utilisé la stratégie du report d'avis : tant que le CE n'a pas donné d'avis, le patron ne peut pas passer outre. Cela nous a donné du temps pour faire pression sur les patrons et mobiliser les salariés. Malheureusement, l'Unsa s'est mise d'accord avec la direction et, partout où elle était

majoritaire, les CE ont donné un avis. En Île-de-France et en Midi-Pyrénées, Sud et la CGT étant majoritaires, les CE ont voté un report d'avis.

**Quelles actions comptez-vous mener suite au jugement du TGI du 27 octobre?**

En Île-de-France, on a été débouté en première instance. Mais, en deuxième instance [le 31 juillet ndr], on a eu un référé extraordinaire, qui conclut bien que les syndicats n'ont pas été consultés et que c'est la qualité des informations qui permet ou non au CE de se prononcer. Les juges ont même condamné la direction à 100 000 euros d'astreinte par jour tant qu'elle ne consultait pas le CE avec les éléments manquants. La fusion BPCE n'était donc pas effective en Île-de-France. Mais la Caisse d'épargne de Paris a attaqué sur le fond au TGI, qui nous a déboutés. Il a jugé en fonction du poids de papiers et du nombre de réunions, à l'inverse de la première décision. Aujourd'hui, on a deux jugements contradictoires et la fusion de la Caisse d'épargne peut se poursuivre. On fera certainement appel. En Midi-Pyrénées, les syndicats ont été déboutés une première fois et attendent l'appel du référé. Voilà où on est juridiquement. L'action judiciaire peut être complémentaire des luttes, mais il ne faut pas se tromper, ce qui peut véritablement donner du pouvoir aux salariés, c'est le rapport de forces. Le juge se contente d'appliquer le droit. Or, aucune loi ne permet à un juge d'interdire de licencier dans le cadre d'un PSE. Le droit social reculant tous les jours, aller au tribunal a ses limites. Le combat est ailleurs. Il faut réapprendre aux gens le sens du collectif, pour recréer le rapport de forces. C'est uniquement là-dessus qu'on arrivera à redonner une valeur sociale au code du travail.

1. Banque populaire Caisse d'épargne.  
2. Banque de financement et d'investissement du groupe BPCE.  
3. Plan de sauvegarde de l'emploi.



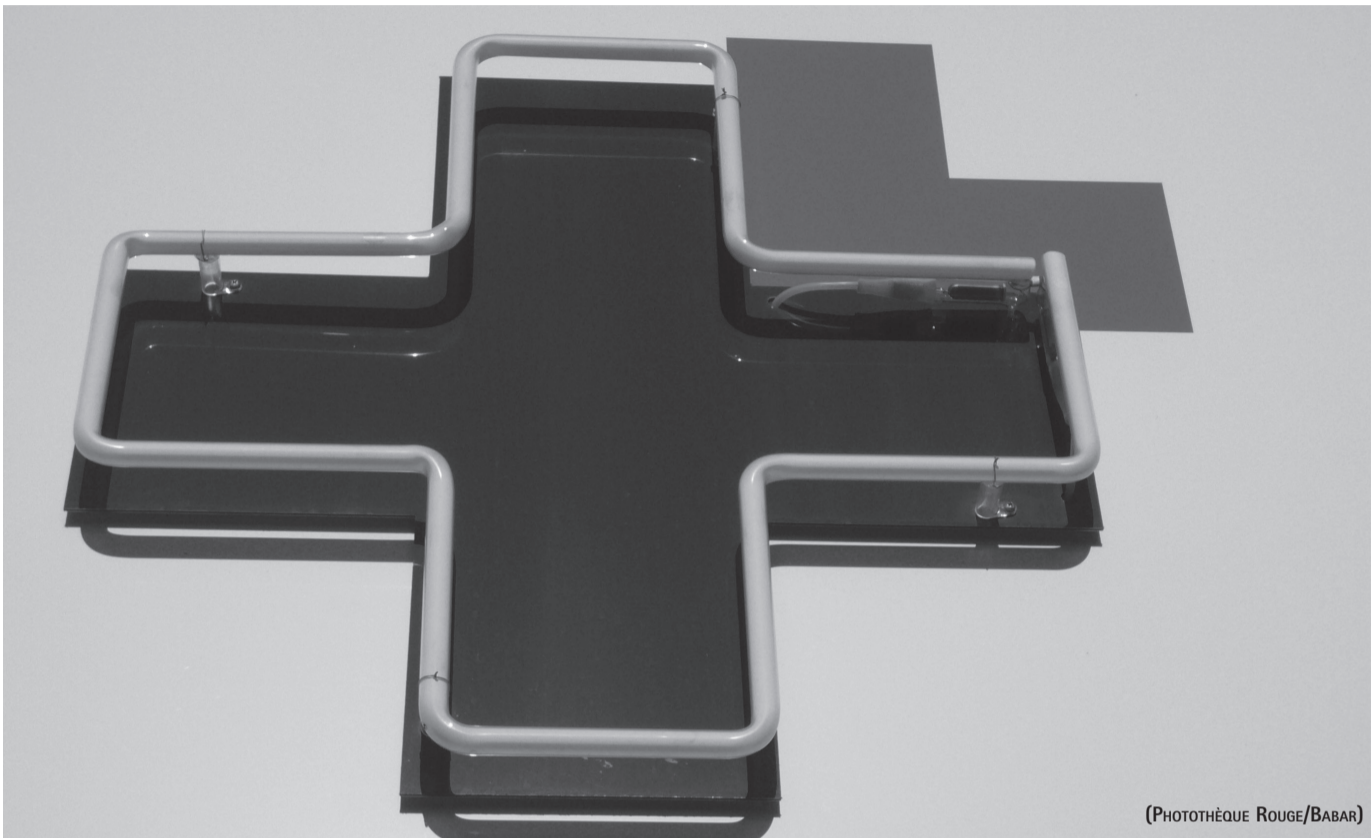
(PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)





# LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCU DÉPEÇAGE ET FLICAGE DES ASSURÉS

Après le vote des députés, les sénateurs vont entamer l'examen d'un projet de loi entérinant de nouvelles régressions des droits à l'assurance maladie.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)



Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2010, voté à l'Assemblée nationale, sera débattu au Sénat en novembre. Le gouvernement prétend lutter « contre le déficit par des mesures de redressement » et « contre les fraudes pour continuer à rendre le système plus juste. »<sup>1</sup> Le projet de loi prévoit une taxation ridicule des revenus du capital et d'importantes mesures au détriment des assurés sociaux dans toutes les branches de la Sécu.

**Maladie.** Le forfait hospitalier, non remboursable par la Sécu, augmente de 16 à 18 euros. Conséquence : les mutuelles augmenteront à nouveau leurs tarifs.

Une centaine de médicaments classés dans la catégorie « service médical rendu modéré ou faible » seront remboursés à 15% au lieu de 35%. La Mutualité française envisage de ne pas les rembourser expliquant que, soit un médica-

ment est efficace et il doit être remboursé, soit il est inefficace et ne doit pas être remboursé. Mais alors pourquoi le produire ?

La Sécu doit payer la moitié du coût des vaccins contre la grippe achetés par l'État dans la plus totale opacité, sans que soit garantie la nécessaire indépendance des expertises et en exonérant à l'avance les laboratoires de toute responsabilité. Une aubaine de près d'un milliard d'euros pour ces labos !

**Hôpital.** L'installation des Agences régionales de santé, chargées notamment de restructurer le paysage hospitalier sera financée par le budget de la branche maladie. L'objectif fixé aux hôpitaux est « d'améliorer leur performance » sous l'égide d'une nouvelle Agence nationale pour la performance hospitalière. En clair, toujours plus de fermetures de services, d'hôpitaux, de suppressions de postes. Il est aussi créé un Fonds de performance de la Sécurité sociale pour sa « modernisation » !

**Retraites.** La majoration de deux années de cotisations par enfant, accordée aux mères salariées du privé est réduite à un an. La 2<sup>e</sup> année peut être partagée avec le père sur décision commune des parents. Cette mesure prise sous couvert d'égalité homme-femme ne règle en rien les inégalités profondes : l'écart salarial est de 27% au détriment des femmes.

**Famille.** Un seul mode de garde des enfants « doit être privilégié »<sup>1</sup> : les assistantes maternelles. Rien n'est envisagé pour les crèches. Les jardins d'éveil devraient se développer, au détriment des écoles maternelles.

**Contrôle social.** La mission première de la Sécu n'est plus de servir des prestations : « La lutte contre les fraudes est devenue un objectif prioritaire de l'action des caisses de sécurité sociale »<sup>1</sup>. Démagogie ! Le fraudeur c'est l'État ! Il pille la Sécu en accordant des milliards d'exonérations de cotisations aux patrons et il s'indigne du déficit qu'il a créé !

Si un malade arrêté ne reprend pas le travail à la suite d'une visite d'un médecin diligent par l'employeur, il perdra le bénéfice des indemnités journalières de la Sécu. Cette disposition sera étendue aux fonctionnaires, le contrôle de leurs arrêts de travail est transféré aux Caisses primaires d'assurance maladie. Les médecins désignés comme « surprescripteurs » devront soumettre leurs prescriptions à la validation des Caisses. Les échanges de fichiers<sup>2</sup> sont autorisés entre les Caisses d'allocations familiales et l'administration des impôts. Le gouvernement a annoncé la suite : débats sur le financement de la Sécu et sur la retraite par points début 2010. Il ne faut pas attendre ! Il faut stopper la casse !

**Stéphane Bernard**

1. Dossier de presse ministériel  
2. Un décret du 28 octobre 2009 crée une interconnexion des fichiers des caisses vieillesse et maladie avec ceux des impôts.

# IDENTITÉ NATIONALE

SUITE DE LA PAGE 1

Sarkozy s'inscrit complètement dans la politique du « choc des civilisations » qui sert de couverture aux campagnes impérialistes en Orient. Lorsque Besson déclare : « il n'y a pas de débat : la burqa est inacceptable et contraire aux valeurs de l'identité nationale », il instrumentalise les quelques centaines de femmes concernées en les diabolisant, il les enferme chez elles alors qu'il faudrait au contraire leur permettre de se tourner vers l'extérieur, ce qui signifie des moyens pour des centres sociaux, des formations gratuites... La défense de la laïcité, « valeur nationale », ne manque pas non plus de cynisme, alors que Sarkozy fraîchement élu déclarait en 2007 que « l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur », que le gouvernement ne cesse de multiplier les cadeaux à l'enseignement catholique sous contrat... En fait, cette campagne de stigmatisation est la justification idéologique de la guerre meurtrière que la France mène actuellement en Afghanistan, c'est la préparation d'une éventuelle guerre contre l'Iran...

La gauche devrait dénoncer la manœuvre politique raciste qui ne mènera qu'à opposer les communautés entre elles : blancs contre noirs, occidentaux démocrates contre intégristes musulmans... Or c'est l'inverse ! Ségolène Royal déclare : « il faut reconquérir les symboles de la Nation... La Nation, à l'origine, c'est un concept de gauche » et Arnaud Montebourg : « Nous irons défendre les valeurs de la France éternelle ».

Pour nous, anticapitalistes, il faut refuser de défendre l'identité nationale. La nation n'est pas un concept de gauche ! C'est au nom de cette identité, de la mission « civilisatrice de la République française » que l'on a colonisé la moitié du monde de 1880 à 1914. C'est au nom de cette République que l'on a assassiné 35 000 Algériens le 8 mai 1945... Contrairement à Ségolène Royal, nous ne sommes pas fiers du drapeau « bleu-blanc-rouge ». Il est devenu le symbole de l'oppression et de l'exploitation. C'est toujours derrière le drapeau de la nation qu'on a entraîné les peuples dans les guerres mondiales. Manouchian, dont tout le monde se réclame aujourd'hui, ne luttait pas contre les Allemands mais contre les nazis, son drapeau était rouge et non tricolore. Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, les premiers socialistes avaient montré que le nationalisme est l'un des pires obstacles pour abattre le capitalisme car il masque les véritables antagonismes, la lutte des classes. Il donne l'illusion que « Français », nous aurions des intérêts communs avec Pinault, Bouygues, Dassault...

Il est temps d'agir, en regroupant tous ceux qui veulent lutter contre le racisme, pour la régularisation des sans-papiers, contre l'Europe forte-resser et impériale. De Bamako, de Caracas, de Gaza, de Kaboul, d'Alger, de New York... nous devons nous unir autour du drapeau de l'internationalisme, reprenant à notre compte la conclusion du *Manifeste du Parti communiste*, écrit il y a 160 ans, « *Travailleurs de tous les pays, unissez-vous* ». Nous sommes internationalistes et fiers de l'être.

**Antoine Boulangé**

## AVEC OU SANS SARKOZY, NON À L'EPAD !

TOUTE LA PRESSE MONDIALE s'est déplacée pour l'élection d'un simple administrateur de l'Établissement public d'aménagement de La Défense (Epad), puisque Jean Sarkozy a finalement renoncé à en briguer la présidence. Cette renonciation constitue clairement un échec pour Sarkozy père, que le népotisme ne semblait pas gêner, alors qu'il exaltait récemment encore la méritocratie républicaine. Mais devons-nous nous réjouir de l'élection prochaine d'un président de l'Epad, UMP, énarque et ayant fait ses preuves au service du patronat ? L'Epad gère le premier quartier d'affaires d'Europe continentale (150 000 salariés, 1 500 entreprises dont 14 des 20 premières françaises) – et aspire à dépasser la City de Londres. Le maire PCF de Nanterre, Patrick Jarry, maintient symboliquement sa candidature et mène une campagne active (pétition) contre deux projets de décrets néfastes pour la population nanterrienne, comme pour les travailleurs de La Défense.

Le premier concerne la fusion de l'Epad et de l'Epsa (Établissement public d'aménagement Seine-Arche) qui a été créé en 2000 sous

Jospin avec Gayssot (PCF) alors ministre de l'Équipement. Il soustrayait l'espace nanterrien au domaine de l'Epad et son conseil d'administration était présidé par le maire, sans qu'il y soit majoritaire. Il s'agissait donc d'un compromis entre la volonté de l'État de développer La Défense et celle des Nanterriens de garder une certaine maîtrise du territoire : immeubles moins hauts, prise en compte des besoins locaux. Avec cette fusion, plusieurs quartiers comprenant de nombreux logements publics tomberaient aussi sous la coupe des financiers et de leurs complices politiques de droite. Mais au nom de la rénovation urbaine et de la « mixité sociale », la ville s'est compromise dans des partenariats public-privé avec des promoteurs immobiliers et commerciaux, en particulier autour de la gare Nanterre-Université (démolition de logements sociaux en bon état...).

Le deuxième décret étend le périmètre d'action de l'Epad-Epsa sur deux zones en bordure de Seine (+ de 300 hectares), avec probablement l'intention d'en faire partir le peu d'industrie

qui y reste au profit de bureaux et de résidences de standing. Le maire de Nanterre s'est adressé à cinq communes UMP alentours et à Sarkozy pour réclamer une « mission de travail sur le devenir du quartier d'affaires »...

L'Epad est un instrument de gestion immobilière au service des plus grands groupes français et internationaux (banque, finance...). Il vise à faire de La Défense la vitrine du capitalisme français. Ce qui implique une concentration géographique accrue du secteur tertiaire, au détriment des autres secteurs d'activité et du reste du territoire régional et national. Ajoutons que les nouvelles tours (jusqu'à 300 m) sont encore très énergivores, donc contraires au développement durable.

Pour toutes ces raisons, l'Epad n'est pas un organisme à améliorer, mais à supprimer.

**Comité NPA Nanterre ville**



## AGRICULTURE LE BLUFF DE TROP!

À Poligny, Sarkozy a tenté de détourner la colère du monde agricole. Mais il a laissé percer son mépris pour les paysans.

**SARKOZY** à Poligny (Jura) le 27 octobre, a apporté des réponses à la crise du monde agricole comme un gouvernement répond habituellement à un aléa climatique. Mais on ne règle pas une crise structurelle avec de simples palliatifs. Cette crise est la conséquence directe d'une Politique agricole commune mise en place au niveau européen et négociée par les différents gouvernements qui se sont succédé depuis trente ans. Sarkozy et son gouvernement portent une lourde responsabilité dans la situation actuelle, ils ont accompagné ces politiques et plaident pour encore plus de libéralisation.

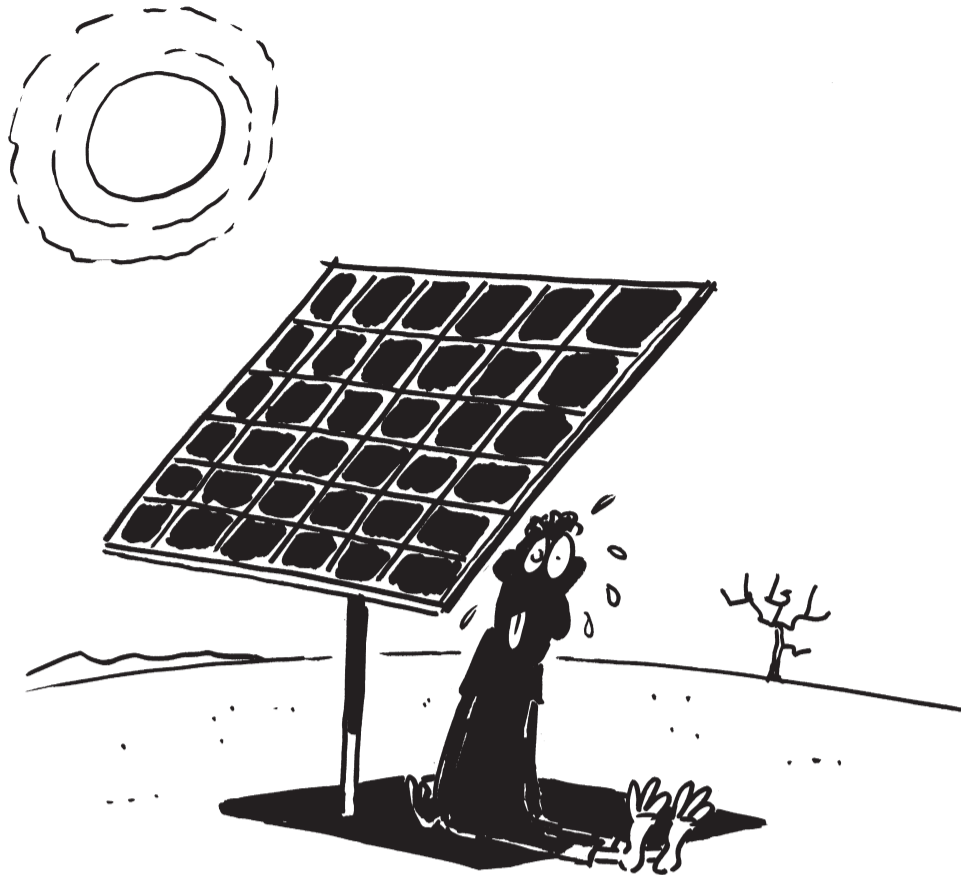
La mesure phare consiste à octroyer des «prêts bonifiés»: les agriculteurs peuvent ainsi emprunter à un taux préférentiel (1% pour les jeunes agriculteurs et 1,5% pour les autres), l'État complétant la différence. En plus d'un nouveau cadeau pour les banques, la seule perspective qui est donnée aux paysans pour s'en sortir est la fuite en avant dans l'emprunt, l'investissement, l'intensification, la concurrence de tous contre tous. C'est bien là le cœur du problème. La deuxième mesure prévoit des exonérations de cotisations sociales patronales pour l'emploi des saisonniers, un cadeau supplémentaire pour les patrons de 170 millions d'euros. Et comme pour l'attribution des subventions agricoles: plus on est gros plus on profite. Les dispositions annoncées par Sarkozy seront inefficaces et injustes: sur le fond rien n'est proposé concernant la nécessaire régulation des marchés agricoles et les paysans travaillant sur de petites fermes n'auront que des miettes.

Pour couronner le tout, Sarkozy saupoudre ces mesures d'une touche de pétainisme et d'un zest de xénophobie: «La France a un lien charnel avec son agriculture, j'ose le mot: avec sa terre. Le mot «terre» a une signification française et j'ai été élu pour défendre l'identité nationale.» On ne peut plus laisser faire: pour cultiver la terre, il faut la bourrer d'intrants et détruire l'environnement naturel...

Nous ne voulons pas de cette agriculture, nous ne voulons pas de cette bouffe et nous somme déterminés à nous opposer à cette idéologie!

Il faut changer de politique agricole et imposer de vraies mesures d'urgence permettant de bouleverser la donne. Assurer un revenu aux producteurs en maintenant et en améliorant les quotas laitiers: en empêchant la surproduction, on stabilise les prix. Sortir du système actuel qui subventionne en permanence les plus gros agriculteurs, en plafonnant les subventions par actif et en promouvant les agricultures respectueuses de l'environnement et des besoins sociaux. Il faut sortir l'agriculture du libre échange (de l'OMC) en la relocalisant progressivement: l'agriculture doit remplir sa mission de souveraineté alimentaire, d'aménagement du territoire et de création du lien social dans le monde rural.

Commission agriculture et pêche du NPA



## RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE NE PAS CÉDER À L'ILLUSION TECHNOLOGIQUE

La seule réponse du néolibéralisme à ceux qui s'inquiètent de sa capacité à détruire le monde c'est que le marché nous sauvera de la faillite et la technologie de la technique. Toujours plus vite vers l'abîme. Cette fuite en avant montre, s'il en était besoin, un véritable autisme technocratique.

Un assure, depuis quarante ans, que la science trouvera une solution aux problèmes des déchets nucléaires. Il en est de même avec le réchauffement. Pour esquiver une réduction massive des émissions de carbone et la fin d'un mode de production ravageur, pour nier la nécessité d'un changement radical de civilisation, le technocapitalisme propose des solutions financières et technologiques qui seraient autant de problèmes nouveaux.

Le nucléaire est donné pour une énergie «propre», alors que les déchets radioactifs sont une grave source de contamination et que cette technologie menace l'humanité tout entière par la prolifération d'armes et le risque d'accidents apocalyptiques. Par ailleurs, l'uranium n'est pas inépuisable. Les agrocarburants, solution miracle ces dernières années,

ont eu pour principal effet d'augmenter l'utilisation de pesticides, le recours au «génie génétique», la déforestation, et, en remplissant les réservoirs des riches avec la nourriture des pauvres, la misère. L'exploitation des sables bitumineux, actuellement en vogue, qui consiste à séparer certains sables des matières fossiles auxquels ils sont mêlés, met en œuvre des procédés complexes, qui polluent d'immenses quantités d'eau, consomment plus d'énergie qu'ils n'en produisent, et détruisent les territoires de populations indigènes.

Les «puits de carbone» ne sont que le nom idéologique des plantations d'arbres. Compenser seulement les immenses surfaces défrichées à chaque minute impliquerait de reboiser immédiatement toute la Terre, et pour un résultat douteux, car pendant sa croissance, un arbre rejette plus de carbone qu'il n'en absorbe.

La séquestration du carbone en sous-sol, qui ressemble furieusement à l'enfouissement des déchets nucléaires, aboutit à creuser sous nos pieds un monde épouvantable. Et pour quel résultat, puisque les capacités de stockage resteront nécessairement limitées alors que la fringale de pétrole, elle, semble insatiable?

Augmenter l'efficacité énergétique de la production électrique et industrielle, valoriser les déchets, contribuerait certainement à une réduction de la consommation, mais bien insuffisante, et à condition que la capacité du capitalisme d'exploiter ce potentiel ne soit pas limitée par la demande solvable.

Il convient d'ajouter à ces fausses solutions les trouvailles plus ou moins farfelues comme couvrir le ciel de miroirs pour renvoyer la chaleur vers l'univers, jeter de la limaille de fer dans les océans pour piéger le carbone, et

celles que les Géo Trouvetout nous proposeront demain pour faire croire que la solution aux problèmes du monde est d'abord une affaire technique. Pour le capitalisme productiviste, sauver le climat équivaut à la quadrature du cercle. La confiance insensée en un avenir technologique radieux dépasse l'illusion et s'apparente à une croyance. Pour éviter le pire scénario climatique, il appartient décidément à d'autres forces de proposer des solutions rationnelles, écologiquement efficaces et socialement justes.

Armand Farrachi

Un des enjeux du sommet de Copenhague est de populariser des alternatives aussi bien aux mécanismes marchands qu'à cette fuite en avant technologique. Vous êtes intéressé-e-s pour participer au sommet alternatif et à la manifestation internationale à Copenhague le 12 décembre? Contactez-nous à [copenhague@npa2009.org](mailto:copenhague@npa2009.org)

## et aussi

**CGT, UNE SITUATION INÉDITE!** Le 49<sup>e</sup> Congrès de la CGT qui s'ouvre début décembre à Nantes verra la candidature de Jean-Pierre Delannoy, secrétaire général des métallos du Nord-Pas-de-Calais, contre Bernard Thibault au poste de secrétaire général. Cette candidature est le résultat de mécontentements venant de trois horizons. D'abord les militants qui ne reconnaissent plus «leur» confédération depuis son adaptation politique aux standards de la CES: abandon de la socialisation des moyens de production dans les statuts, refus de donner une consigne de vote contre le Traité constitutionnel européen, disparition des références historiques à la lutte des classes... Ensuite de nombreux militants syndicaux n'ont pas digéré la tactique des journées d'actions sans lendemain du premier semestre et comprennent que la direction confédérale cherche un axe durable avec la CFDT. Enfin, ils ont souvent été choqués que les entreprises menant des luttes acharnées (Conti, Molex, etc.) soient laissées isolées sans tentative d'unification des mobilisations en cours. À travers cette candidature, il s'agit de rassembler les militants CGT au-delà du congrès pour un syndicalisme démocratique, radical et porteur du projet d'en finir avec le capitalisme.

**À LA ROCHELLE, GOÏOT NE RÉPOND PLUS.** Le 28 octobre, les 26 salariés des chantiers Goïot à La Rochelle ont débrayé pendant trois heures à l'appel de la CGT. Ils ont tracé sur le sol une marelle symbolisant le parcours qui mène de Goïot... au Pôle Emploi. Le même jour, le groupe Navimo, leader de l'équipement nautique en Europe, qui possède les entreprises Goïot (sites de Saint-Herblain près de Nantes et de La Rochelle), et Plastimo à Lorient, annonçait au cours d'un comité d'entreprise extraordinaire la suppression de 83 emplois sur 190 à Lorient, et la fermeture du site de La Rochelle. Après la suppression de 45 postes sur les deux sites Goïot en janvier dernier, ce sont donc 26 salariés qui sont menacés de rester sur le carreau, dont la plupart ont entre vingt et trente ans d'ancienneté dans la boîte et pour lesquels on propose cinq à huit mutations sur Saint-Herblain... qui va lui aussi perdre des emplois! Le marché de la plaisance se ralentit avec la crise et les patrons s'empressent de faire payer les salariés. L'objectif de cette première mobilisation était d'alerter l'opinion publique. Les négociations ont commencé mais le patron annonce une date butoir au 15 décembre. Les Goïot sont assurés du soutien du NPA rochelais.

**PAS DE CHARBON À CHERBOURG.** Cherbourg doit-il devenir le symbole d'un désastre écologique? Après le nucléaire, c'est un terminal charbonnier que la chambre de commerce et Louis Dreyfus Armement veulent implanter avec le soutien d'élus locaux sous prétexte d'«offrir» une trentaine d'emplois. Faut-il accepter ce risque sanitaire pour la population? Ce fossile symbole d'un modèle énergétique polluant produit des poussières très volatiles qui vont se répandre partout. Ce terminal alimenterait la filière la plus émettrice de CO<sub>2</sub> à quelques jours du sommet de Copenhague, alors que les gouvernements doivent se fixer des objectifs drastiques afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et que le gouvernement français essaie de nous vendre son Grenelle de l'environnement et sa taxe carbone injuste socialement. Parce qu'il est inconcevable que Cherbourg devienne un dépôt pour toutes les énergies polluantes, le NPA appelle à soutenir la manifestation organisée par le CAC 50 et Greenpeace, le 7 novembre 2009 à Cherbourg pour dire NON à l'implantation du terminal charbonnier.



# Nos emplois, pas leurs profits!



Tourlaville, le 31 mars 2008. Blocage de l'usine Sanmina délocalisée dans les pays de l'Est. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

**De l'argent, il y en a!**  
5362 euros, voilà le coût par invité lors du dîner offert par l'Élysée le 14 juillet dernier à l'occasion du sommet de l'Union pour la Méditerranée. Autrement dit le salaire mensuel d'un smicard pendant cinq mois pour le dîner d'un seul individu. Au moment où l'on refuse d'augmenter, sous prétexte de la crise, les salaires, les minimas sociaux mais qu'on continue de taxer les plus pauvres, les « amis du président » sont eux réellement choyés!

## LUXEMBOURG LES SALARIÉS PAIENT LA CRISE

**LA CRISE** n'épargne pas le Luxembourg. Outre les banques qui licencient, le Grand-Duché compte aussi des industries touchées de plein fouet, notamment dans les secteurs sidérurgique (ArcelorMittal) et automobile (Goodyear). Villeroy & Boch est un des fleurons historiques de cette industrie locale. Ou plutôt était. Car en mars dernier, la direction annonçait la fermeture du site avec ses 230 salariés, malgré des bénéfices réalisés en 2008 et 2009 et après deux plans sociaux (au total, 300 licenciements en 2003 et 2006).

La direction a fait preuve d'une arrogance révoltante en refusant de payer plus que les indemnités légales. Pendant plusieurs mois, les discussions ont piétiné et la direction a continué de proposer des sommes dérisoires. De plus, « la direction a commencé en mars à mesurer le temps qu'il fallait pour démonter une machine et cela devant nos yeux! », expliquait une salariée. Les travailleurs avaient la volonté de mettre la pression dès le départ, mais ils en ont été dissuadés par leurs syndicats qui ne voulaient pas transgresser la loi luxembourgeoise, très restrictive sur le droit de grève. « Il aurait fallu réagir plus tôt, on a l'impression que c'est trop tard, les stocks de marchandises ont été vidés! Nous avons joué le jeu depuis mars en assurant un travail de qualité! »

Le 21 octobre, les salariés déclenchaient pour la première fois une grève pour se faire entendre dans les négociations. Mais la direction est restée ferme: 25,95 euros par mois d'ancienneté alors que les travailleurs revendiquent 225 euros par mois, soit un peu plus que l'indemnité obtenue en 2003. « C'est la crise des patrons mais c'est nous qui payons », s'énerve une travailleuse. Le 26 octobre, les travailleurs ont manifesté devant le siège social à Mettlach (Allemagne) pour n'obtenir que 70 euros par mois; les ouvriers ont donc de nouveau bloqué l'usine. Le surlendemain, la direction a menacé de licenciements pour faute grave si la production ne reprenait pas. Pris à la gorge, les salariés ont repris le travail. Mais le combat n'est pas terminé. Les Villeroy ont montré à tous qu'on ne devait pas se laisser guider vers l'abattoir. Pour poursuivre la lutte, ils auront encore besoin de courage et de solidarité. Malheureusement, ces derniers jours, les soutiens étaient rares: hormis des délégués syndicaux investis, aucune entreprise extérieure ne les a soutenus et les directions syndicales nationales sont restées discrètes. Seul André Hoffmann, député de La Gauche a interpellé le ministre du Travail au Parlement, qui lui a répondu sur le mode « je voudrais bien mais je ne peux point »!

Chez Eurostamp (sous-traitant auto) à Villers-La-Montagne (Meurthe-et-Moselle), les travailleurs attendent les noms des 107 licenciés. Chez Delphi, à Bascharage (Luxembourg), 110 emplois vont passer à la trappe. Quelques kilomètres et une frontière séparent ces deux entreprises et Villeroy n'est pas loin. Contre cette offensive patronale sans frontières, la convergence des luttes doit s'organiser. C'est une urgence et c'est le mot d'ordre central du comité NPA transfrontalier Longwy-Luxembourg.

**NPA Longwy-Luxembourg**



## DÉLOCALISATIONS POUR L'INTERDICTION?

Les délocalisations servent souvent de prétexte pour justifier les bas salaires, les suppressions d'emplois... Pour lutter contre leurs conséquences, il faut interdire les licenciements.

**L**ace aux licenciements, on entend des responsables politiques à droite et à gauche, protester contre les délocalisations qui seraient la source principale du chômage aujourd'hui. Avec ce genre de raisonnements, arrive rapidement l'exemple « fatidique » d'une entreprise – souvent chinoise – où le coût du travail est infiniment plus bas que « chez nous », expliquant alors « le choix forcé » de tel ou tel capitaliste de quitter la France pour rester compétitif dans « un marché du travail mondialisé ».

En réalité, l'investissement français en direction des pays à bas salaires reste marginal et la plupart des investissements se réalisent entre les pays impérialistes eux-mêmes. Et de fait, il y a plus d'investissements étrangers vers la France que le contraire. Ainsi l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) estime que 100 milliards d'euros ont été investis en France en 2008, pour 32 000 emplois créés. Il y a ainsi, en France, une multitude d'entreprises étrangères venues pour consolider de nouveaux marchés et parce

que le coût du travail y est plus faible que dans leurs propres pays. Et tant que Continental (originaire d'Allemagne), Molex ou Goodyear (États-Unis), Philips (États-Unis, Pays-Bas et Allemagne) jugent que la France est suffisamment rentable, elles restent. Et il serait contradictoire de vouloir s'aventurer à interdire des délocalisations d'entreprises... déjà délocalisées. Une nouvelle tendance conteste les délocalisations au nom de l'environnement. Encore une fois, il s'agira de mettre en avant l'aberration écologique qui consiste à ne fabriquer des ampoules basses consommation qu'en Chine, mais rarement les exportations de poulets élevés en France par l'entreprise Doux afin d'inonder les marchés d'Afrique et d'Amérique du Sud par conteneurs entiers... grâce notamment à une subvention de la Politique agricole commune de 63 millions d'euros pour la seule année 2008!

Les délocalisations sont également le prétexte rêvé pour ne pas augmenter les salaires. Mais en France les salaires les plus bas concernent les emplois liés aux services à la personne, la restauration ou le bâtiment, activités non

« délocalisables ». L'explication est donc ailleurs. Ce sont les multinationales des pays impérialistes qui ont elles-mêmes exacerbé la mise en concurrence des salariés à l'échelle mondiale! Cela a « coïncidé » avec le phénomène de la dette des pays capitalistes dominés, auxquels « on a imposé des plans d'ajustement structurels qui faisaient de l'exportation une priorité. Et maintenant on leur reprocherait? » Les délocalisations témoignent en partie de la barbarie du système. La logique du capitalisme ne s'encombre pas de justice sociale: les enfants de 6 ans peuvent travailler et des transports socialement inutiles détruire la planète, peu importe. Mais les délocalisations ne suffisent pas à expliquer la montée du chômage. Celui-ci reste la conséquence d'une politique assumée des classes dominantes afin de maintenir des taux de profits maximums. Face aux fermetures d'entreprises, il est donc vain de chercher des revendications « protectionnistes » qui portent le risque de dérapages nationalistes ou de défense de sa propre bourgeoisie, et ce même sous un vernis de gauche qui prendrait prétexte

de « critères sociaux et environnementaux ».

Il n'y a pas de « bons capitalistes français » face à des capitalistes déloyaux venus des pays à bas coûts... qui la plupart du temps sont les mêmes! Délocalisation ou pas, nous préférons défendre la revendication d'interdiction des licenciements qui englobe ce cas de figure.

Par la concurrence, les capitalistes nous mettent en guerre les uns contre les autres. Et face à cela, l'exemple d'ouvriers de Renault venus soutenir la grève des travailleurs de Dacia en Roumanie, la manifestation allemande-française-mexicaine des travailleurs de Continental à Hambourg au printemps dernier, c'est-à-dire la solidarité internationale des travailleurs, reste la meilleure perspective à mettre en avant.

**Basile Pot**

1. Claude Pottier, *Les multinationales et la mise en concurrence des salariés* L'Harmattan 2003.
2. Michel Husson, *Le protectionnisme est ce la bonne solution?* Cahiers de Louise, juin 2006.
3. « Contre le dumping social et les délocalisations: pour un bouclier douanier européen qui dissuade les délocalisations et qui taxe intelligemment les importations en fonction de critères sociaux et environnementaux. » Propositions du Front de gauche pour changer d'Europe.

### LA LUTTE IMPOSE UN PREMIER REVERS À LA DIRECTION DE H&M.

Le 26 octobre, sous la contrainte d'un jugement, les grévistes d'H&M Le Bourget ont levé le blocage, et si une partie d'entre eux est rentrée, très peu de camions ont quitté l'entrepôt cette semaine. Le 27 octobre, un des salariés engagé dans la lutte et poussé à bout par des chefs s'est ouvert les veines pendant une réunion du CHSCT, aussitôt accusé par la direction d'avoir menacé ses représentants. L'après-midi une soixantaine de salariés bouleversés et en colère se sont rassemblés devant TF1 pour dénoncer la violence d'H&M, ce qui a obligé le préfet de Seine-Saint-Denis à les recevoir avec l'inspectrice du travail. Le 30 octobre, l'inspection départementale du travail informait la direction de son refus de transférer les contrats avant la consultation d'un expert et l'ouverture d'une enquête sur la tentative de suicide. Pour chaque motif la direction est passible d'un an de prison et de 3 750 euros d'amende. Pour les salariés

qui restent chez H&M pour le moment, c'est une première reconnaissance qui renforce la détermination.

### 1<sup>er</sup> RENCONTRE NATIONALE SALARIÉ-E-S PUBLIC/PRIVÉ DU NPA.

La Commission intervention sur les lieux de travail (Cilt) organise la première conférence nationale des militants d'entreprise du NPA, les 27 et 28 novembre à Saint-Denis. Dans ce contexte d'attaques incessantes contre l'ensemble des acquis sociaux, il est important que nous partagions nos expériences, afin de parvenir à structurer et renforcer notre intervention auprès de l'ensemble des salariés. Au cours de ces deux jours, nous prendrons le temps d'échanger sur la situation sociale, sur les attaques en cours et à venir, sur nos revendications. Des réunions par branches d'activité (énergie, commerce, cheminots, santé...) sont également prévues. Enfin, nous débattons des différentes luttes auxquelles des militant-e-s du NPA ont participé, comme dans l'automobile par exemple.



**La conception** ca-

pi-  
taliste du social revient à tirer un maximum de profit par la mise en concurrence des travailleurs pour un coût moindre. La politique du handicap, mise en œuvre actuellement, n'échappe pas à cette règle. Mais il ne faudrait pas croire qu'un gouvernement social-démocrate aurait une autre vision. À travers ces articles et les thèmes abordés, nous démontrons que pour répondre aux besoins sociaux des personnes handicapées, un autre système s'impose.

Le 10 juin 2008, lors de la conférence générale du handicap, Sarkozy déclarait vouloir mettre les personnes handicapées au travail. Mais quel type de travail va-t-on proposer quand on sait que 80% des personnes handicapées ont un niveau BEP? Des stages et de la précarité pour grossir l'armée des travailleurs pauvres. Le gouvernement, avec l'aide de l'Agefiph<sup>1</sup>, sous prétexte d'insertion professionnelle, desserre les contraintes et multiplie les dérogations pour que les employeurs atteignent le quota des 6% plus facilement (RSA, sous-traitance EA-Esat<sup>2</sup>). La prétendue revalorisation de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH) de 25%, claironnée de toutes parts, n'est que de la poudre aux yeux quand on additionne les différentes franchises et taxes liées à l'accès aux soins. La réforme des structures médico-sociales inscrites dans la loi Hôpital, patients, santé, territoires (HPST) et le démantèlement de la Convention collective 66<sup>3</sup> va fragiliser autant les travailleurs sociaux que les personnes handicapées (surtout celles qui ont un handicap lourd) accueillies en établissement spécialisé. De même l'Éducation nationale s'aperçoit qu'elle n'est pas capable d'assurer l'accompagnement scolaire des élèves handicapés et transfère la gestion des auxiliaires de vie scolaire aux associations. Et quoi de plus révoltant que cette double discrimination d'être femme et handicapée, de tous ces hommes et femmes victimes de guerre de conflits impérialistes qui allongeront la longue liste des dommages collatéraux, de ces sans-papiers qui, conséquence de l'exploitation, ont un accident de travail et se retrouvent dans les rues en errance. Il est temps, il est urgent tous ensemble, personnes handicapées et valides, de construire une autre société.

1. Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées.  
2. Entreprise adaptée - Établissement et Service d'aide par le travail.  
3. Établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées.

**ÉGALITÉ  
HANDICAP**



**DES RESSOURCES EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ**

Xavier Darcos et Nadine Morano, ministres chargés du handicap, viennent d'adresser un courrier aux 824 000 bénéficiaires de l'AAH (un million d'euros dont 225 000 de frais d'envois) pour rappeler que Sarkozy s'est engagé à augmenter l'AAH de 25% sur cinq ans et que les critères d'attribution vont changer en 2010. Le gouvernement ne barguigne pas quand il s'agit de faire de la « com ». L'AAH à taux plein (681,63 euros aujourd'hui) atteindra à peine 800 euros en 2012. En retenant le critère de l'« employabilité », le gouvernement vise à faire sortir du dispositif actuel un maximum d'handicapés, les contraindre au travail précaire

ou au travail protégé et du coup réduire les budgets qui y sont consacrés (5,8 milliards d'euros en 2009).

Les salariés qui se sont retrouvés handicapés à cause de la dégradation toujours plus brutale des conditions de travail ou victimes de maladies invalidantes, n'ont pas eu droit, eux, à la lettre ministérielle. Peut-être que la misérable augmentation en 2009 des rentes accidents du travail et maladies professionnelles et des pensions d'invalidité ne faisait pas trop « com »?

Pour les handicapés, c'est toujours la double peine : le handicap plus la pauvreté.

**FEMMES HANDICAPÉES : UNE DOUBLE OPPRESSION**

Les femmes handicapées sont victimes d'une double oppression qu'on retrouve dans tous les domaines de leur vie. Les filles handicapées sont plus souvent orientées vers les établissements spécialisés que les garçons handicapés, ce qui freine leur vie sociale.

Elles ont moins souvent un emploi que les hommes (36% des hommes handicapés travaillent contre 25% des femmes handicapées) et lorsqu'elles en ont un, c'est un travail précaire, souvent à temps partiel; certains employeurs ne voient alors pas l'intérêt de mettre en place les aménagements de poste nécessaires, par conséquent elles sont sou-

vent en souffrance au travail.

D'autre part, le montant de l'AAH étant déterminé par rapport au salaire du conjoint, cela n'arrange rien pour l'indépendance financière des femmes handicapées.

Dans le domaine de la vie privée, la sexualité et le désir de maternité des femmes handicapées sont niés, la plupart des services médicaux et des antennes du Planning familial sont inaccessibles. On le voit bien, les spécificités liées au handicap doivent être prises en compte dans la lutte plus globale contre l'oppression des femmes.



# iments

# POUR LES CAPÉS!

## LE HANDICAP À L'ÉCOLE

Aujourd'hui, même si la scolarisation des enfants en situation de handicap va bon train, il n'en est pas de même de la qualité de l'enseignement fourni, malgré le dévouement des enseignants.

Pour le ministère de l'Éducation nationale, la qualité de cet enseignement reste secondaire: il faut du chiffre. Ainsi, il claironne des créations de postes d'accompagnants (AVS) mais pour ne pas être obligé de les titulariser comme le veut la loi, le ministère met fin à tous les contrats arrivés au terme de six ans et propose aux associations, qui crient au gâchis de compétences, de reprendre elles-mêmes ces AVS contre une subvention de l'État. Seulement voilà, la subvention s'avère bien

insuffisante au regard des associations signataires pour pouvoir remplir les missions d'accompagnement des enfants handicapés scolarisés dont se désengage l'État.

Dans le même temps, le recrutement des AVS par contrats aidés s'est développé dans les inspections académiques, pour de simples raisons de budget. Les enfants perdent donc progressivement leur accompagnant formé et parfois spécialisé remplacé par de nouveaux accompagnants non formés et dont le contrat à faible quotité horaire, rémunéré au plus bas, décourage de l'investissement que demande ce type de poste.

## AUGMENTATION DU FORFAIT HOSPITALIER

C'est acté. Le forfait hospitalier passe de 18 à 20 euros, ce qui va rendre encore plus fragile l'accès aux soins pour les personnes handicapées. Quid des personnes qui ont les ressources les plus faibles? Les 824 000 personnes qui touchent l'AAH, dont le montant est en-dessous du seuil de pauvreté, n'ont pas droit à la CMU complémentaire. L'allocataire de l'AAH doit ainsi payer le forfait hospitalier les 60 premiers jours d'hospitalisation.

Ce gouvernement néolibéral multiplie les restrictions: projet de fiscalisation des indemnités d'accident du travail, déremboursement des médicaments, franchises médicales, plafonnement et taxation des transports sanitaires touchent encore plus durement les personnes handicapées.

Voulons-nous de cette politique de la santé, qui au nom de la prétendue préservation du système, abandonne au secteur privé des pans entiers du surcoût sanitaire lié au handicap? Cela ajoute de l'exclusion à l'exclusion. De l'appareillage au service à la personne, c'est le secteur privé et ses critères qui tirent profit de cette politique en sacrifiant la santé des personnes handicapées. La loi HPST qui vient d'être votée, réorganise les structures médico-sociales et réduit la santé des personnes handicapées à des chiffres, car le premier critère pour l'autorisation de l'enveloppe budgétaire décidée par les Agences régionales de santé (ARS) est l'efficacité financière.

## TRAVAIL PROTÉGÉ: DU PATERNALISME À L'EXPLOITATION

La loi du 11 février 2005 a changé la donne dans le secteur du travail protégé de manière purement formelle. L'entreprise adaptée (EA) devient une structure du secteur concurrentiel, tandis que les Esat (ex: CAT<sup>1</sup>) restent dans la sphère des structures médico-sociales.

Les EA (ex: atelier protégé) sont soumis à des donneurs d'ordre répondant à des critères de rentabilité, avec toutes les pressions sur les travailleurs que l'on peut connaître dans une entreprise normale. La situation dans les Esat relève encore plus de l'exploitation: les travailleurs ne sont pas des salariés mais des usagers, certains Esat travaillent encore 39 heures par semaine, avec une période d'essai de six mois renouvelable, et sans aucun droit syndical.

Que ces structures soient gérées par des associa-

tions ou par des sociétés commerciales, avec un salaire équivalent ou supérieur au Smic, la spécificité du handicap est rarement prise en compte. En revanche, la rentabilité pour les EA et le taux à l'activité pour les Esat sont bien réels. Et que dire des centres de distribution de travail à domicile (CDTD) où le travail à la tâche répond à une logique du XIX<sup>e</sup> siècle...

Il existe une vraie guerre entre les EA et les Esat mettant en concurrence les travailleurs. Les premières, touchant moins de subventions de l'État, sont obligées de gonfler leur prix. Quant aux seconds, ils peuvent prendre tous les travaux pour une bouchée de pain.

1. Centre d'aide par le travail

## LES PROPOSITIONS DU NPA

**Respect des quotas** dans le public et dans le privé pour satisfaire aux 6% de l'obligation d'emploi.

**Pas de salaire en dessous de 1 500 euros net** pour tous les travailleurs du secteur ordinaire ou du secteur protégé.

**Pas de revenus à moins de 1 500 euros net.** Hausse immédiate de 300 euros des minimas sociaux, dont l'AAH, et les pensions d'invalidité.

**Maintien dans l'emploi** des salariés du secteur ordinaire se retrouvant en invalidité.

**Non aux restructurations** dans les EA et Esat. Reconnaissance du statut de salariés aux travailleurs des Esat.

**Le droit à l'éducation,** pas seulement à la scolarisation, la titularisation des accompagnants (AVS) par le ministère de l'Éducation nationale, le maintien et le développement de l'action des Rased<sup>1</sup>.

**Gratuité des soins** et de l'appareillage, suppression des franchises médicales. Contre la privatisation du médico-social, pour le rattachement au service public des structures médico-sociales du privé et du privé non lucratif (foyers de vie, centres de rééducation...).

**Service public d'aide à domicile** géré au niveau des communes.

**Service public du logement** comprenant des appartements adaptés et des appartements thérapeutiques comme alternative aux foyers de vie.

1. Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté





## GUINÉE LA JUNTE DOIT PARTIR!

Après le massacre du 28 septembre, la junte militaire est isolée. Elle ne doit pas rester impunie.

Depuis le massacre de Conakry, la junte est complètement isolée tant au niveau international – à l'exception de la Chine et de la Libye – qu'au niveau intérieur. Des dizaines de milliers de Guinéens ont fait grève, le 28 octobre, pour demander son départ.

En prenant le pouvoir après la mort de l'autocrate Lansana Conté, en décembre 2008, le capitaine Dadis Camara avait promis de redonner le pouvoir aux civils par une élection présidentielle à laquelle la junte ne participerait pas. Il avait aussi promis de lutter contre la corruption et les narcotrafiquants. La population avait bien accueilli cette prise de pouvoir, d'autant que, les premiers mois, un début de changement se faisait sentir dans la lutte contre la corruption. Mais les promesses se sont vite envolées.

Le 15 avril, Camara a déclaré qu'il se donnait le droit de se présenter à l'élection présidentielle et a renforcé son pouvoir en installant des officiers de l'armée aux postes clés, en interdisant les meetings de l'opposition et en utilisant les ressources de l'État pour financer une campagne «Dadis doit rester».

L'opposition a perçu le danger. Elle a fait taire ses divisions et mené dans tout le pays une campagne contre la junte. C'est dans ce cadre qu'un meeting, dans le stade de Conakry, a été organisé le 28 septembre, rassemblant plus de 50 000 Guinéens. L'armée est intervenue de façon préméditée, tirant sur la foule, violant les femmes, passant à tabac les dirigeants de l'opposition. Le décompte, provisoire, fait état de plus de 160 morts et de 1 500 blessés. Des familles n'ont toujours pas de nouvelles de leurs proches disparus.

C'est Paris qui a formé la garde présidentielle qui s'est particulièrement illustrée dans les massacres de manifestants et le saccage des locaux syndicaux lors des grèves générales de 2006 et 2007 contre la dictature de Lansana Conté.

Si les puissances impérialistes s'intéressent tant à la Guinée, c'est d'abord pour préserver la stabilité dans une région où, des quatre pays frontaliers, trois (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire) ont connu une guerre civile et le dernier, la Guinée Bissau, est considéré comme un État narcotrafiquant. De plus, la Guinée est un des premiers fournisseurs de bauxite et possède un sous-sol riche en fer et en or avec un potentiel de pétrole offshore. Tout cela en fait la cible parfaite pour les multinationales, ce qui expliquerait l'engouement de Kouchner pour une intervention militaire. À titre humanitaire, évidemment...

Paul Martial



Caracas, le 25 octobre. Les habitants du quartier du 23 de Enero ont voté en masse. (DR)

## VENEZUELA RÉFÉRENDUM POPULAIRE À CARACAS

Dimanche 25 octobre s'est déroulé, dans le quartier du 23 de Enero, l'un des plus pauvres de Caracas, le premier référendum contre les bases US et contre le coup d'État au Honduras.

**A** la suite à l'annonce d'un pacte, signé par les États-Unis et la Colombie, permettant l'installation de sept bases américaines en Colombie, le président bolivien, Evo Morales, a lancé un appel à un référendum populaire continental, afin que la population se prononce sur la politique impérialisme nord-américaine. Le président du Venezuela, Hugo Chavez, considère que ce pacte, dont les détails sont secrets, représente une attaque «contre les présidents et les mouvements sociaux révolutionnaires en Amérique latine» et qu'il servira à des opérations militaires contre le Venezuela menées depuis le sol colombien. Prenant au mot le président bolivien, les groupes sociaux et politiques du quartier du 23 de Enero, quartier historiquement très militant, ont organisé une consultation avec

l'intention de promouvoir la mobilisation des peuples contre l'offensive nord-américaine. «Pour les États-Unis, l'Amérique latine n'est pas un ensemble de nations indépendantes, mais un terrain à coloniser militairement pour profiter de la grande quantité de ressources naturelles dont elle dispose», explique Juan, l'un des organisateurs de la consultation. Et quand on lui demande pourquoi le référendum porte à la fois sur les bases américaines et le coup d'État au Honduras, Juan répond : «Parce que cela fait partie d'une seule et unique politique. Et cette consultation est aussi l'occasion pour nous d'envoyer nos salutations révolutionnaires en particulier à nos camarades de Colombie et du Honduras, de ces bastions de la résistance qui sont confrontés à des régimes fascistes.» Pour Zulieka, autre dirigeante du quartier, «ce n'est pas seu-

lement une invitation à voter. Cette consultation doit être prise dans le cadre de la lutte pour changer le monde, comme une étape dans la lutte pour abattre le capitalisme et sa politique de guerre et d'ingérence qui méprisent ouvertement la souveraineté des peuples». Tous sont persuadés que derrière les événements du Honduras et la politique colombienne, se cache la même volonté d'en finir avec le processus bolivarien, le mauvais élève de la classe. Zulieka rajoute : «Ce que les États-Unis ne comprennent pas, c'est que les peuples du monde ont accumulé suffisamment d'expérience pour savoir que le capitalisme c'est l'exploitation, l'injustice, la faim, la répression et la misère. Il doit être vaincu si on veut que le monde soit sauvé. Il faut se rappeler la phrase prémonitoire de Rosa Luxemburg : socialisme ou barbarie.»

L'expérience est une réussite. Après six heures de vote, plus de 9 000 personnes se sont exprimées, auxquelles il faut ajouter les 4 000 qui ont voté par internet, le site web Aporeea ayant décidé de promouvoir le référendum. Au moment du comptage, les résultats sont sans surprise et affichent 99% de contre. «Il faut à présent maintenir cet état de mobilisation anti-impérialiste et répéter cette expérience à travers le pays et le continent», affirme Staline Pérez, dirigeant de Marea Socialista. Un appel à été lancé au sein de la principale centrale syndicale du pays, l'UNT, par Staline Pérez et par Marcela Maspero (dirigeante du courant révolutionnaire CTR) pour «organiser des manifestations similaires dans les usines et lieux de travail». Nul doute qu'une telle initiative fera des émules.

De Caracas,  
Fernando Esteban

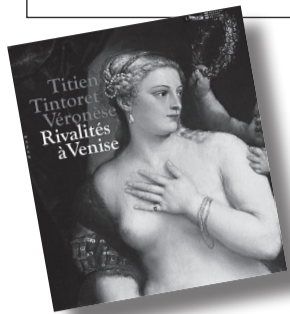
## et aussi

**LES PALESTINIENS PRIVÉS D'EAU.** Dans un rapport, Amnesty international dénonce l'accaparement des ressources d'eau par Israël au détriment des Palestiniens. 200 000 Palestiniens n'ont pas accès à l'eau courante alors que les colons israéliens l'utilisent sans restriction. Certaines colonies, véritables petites oasis, ont des piscines et pelouses bien arrosées alors que, juste à côté, les villages palestiniens manquent cruellement d'eau pour cultiver leurs terres et doivent être ravitaillés en eau potable par des camions citernes. La consommation moyenne est de 70 litres par jour pour les Palestiniens (le minimum recommandé par l'OMS est de 100 litres) et de 300 litres pour les Israéliens. À Gaza, les nappes aquifères sont contaminées à 90% par les eaux usées, et les équipements ne peuvent être réparés à cause du blocus imposé par Israël. Le gouvernement d'Israël, en déclarant que l'usage de l'eau est lié à un futur accord de paix, reconnaît implicitement qu'il utilise sciemment cette arme contre les Palestiniens.

**TUNISIE: FIN DE LA COMÉDIE ÉLECTORALE.** En Tunisie, la presse est absolument libre de dire tout le bien qu'elle pense du jovial Ben Ali. Pour preuve, la récente incarcération de l'écrivain Taoufik Ben Brik, au motif d'agression contre une passante ou l'enlèvement et le tabassage du correspondant d'Al Arabiya, Slim Boukhdir. Pour le gouvernement, cela n'a rien à voir avec des articles critiques qu'ils auraient pu commettre dans la presse étrangère. De même, seule la médisance et l'hystérie de Florence Beaugé, «maléfique» journaliste du Monde, a justifié son refoulement du pays et la campagne de rétablissement de la «vérité» orchestrée dans la presse nationale. Le journaliste Zouhair Makhlof, arrêté, le syndicaliste Mohamed Soudani, disparu depuis le 22 octobre après une interview donnée à RFI, tous animés de mauvaises intentions de dénigrement, s'ajoutent à la liste non exhaustive de ces dangereux extrémistes que sont les journalistes indépendants dans la Tunisie post-électorale du truculent Ben Ali.

**IRAN: SAUVONS NEMAT!** Nemat Safavi, 19 ans, a été condamné à mort le 30 octobre pour homosexualité par la cour d'Ardabil (nord-ouest de l'Iran) et pourrait être bientôt exécuté si la sentence est validée par la Cour suprême. Détenu depuis trois ans, il a été arrêté pour «actes sexuels non admis». L'Iran a signé un accord international interdisant de condamner à mort des mineurs. Malgré cela, selon l'ONG Stop Child Execution, 142 personnes, arrêtées lorsqu'elles étaient mineures, sont actuellement en attente de l'exécution de leur condamnation à mort. L'Iran fait partie des neuf pays (Iran, Arabie saoudite, Afghanistan, Mauritanie, Soudan, Nigeria, Yémen, Pakistan, Émirats arabes unis) où l'homosexualité est un crime puni de mort. Deux adolescents, de 16 et 18 ans, ont été pendus pour ce motif principal sur une place publique en juillet 2005. Le président Ahmadinejad, interrogé en 2007 aux États-Unis sur la répression des homosexuels a déclaré : «il n'y a pas d'homosexuels en Iran».





**EXPO  
BLOND VÉNITIEN SUR  
FOND D'OR**

Le Louvre présente jusqu'au 4 janvier 2010 «Titien, Tintoret, Véronèse... Rivalités à Venise». Grosse exposition, gros catalogue, nombreux médias (sauf *Tout est à nous!* snobé par le service de presse). 85 «chefs-d'œuvre prêtés par les musées les plus prestigieux du monde» sont censés illustrer la «noble compétition» entre des peintres italiens sinon des plus inventifs, au moins des plus habiles à décrocher des contrats auprès des nombreux «mécènes» que comptait alors Venise. Ces «pèlerins d'Emmaüs», «Vierge à l'enfant», «Danaé», «Vénus au miroir» et portraits encore plus niais de chiens ou de chats ne sont que l'avers d'une monnaie (ducat) dont le revers ou l'assise était le capitalisme vénitien, l'un des plus avides de l'époque. Les visiteurs attentifs regarderont aussi le revers de ces tableaux.

**Gilles Bounoure**



**LIVRES  
LES VEILLEURS/Vincent  
Message/ÉDITIONS DU  
SEUIL/22 EUROS**

Empruntant les codes du polar hollywoodien et les artifices de la littérature fantastique, *Les Veilleurs* conduit une vraie réflexion sur la place de l'imaginaire dans notre société. Au commencement, un trio classique de personnages, le flic fatigué, le psychiatre retors et le meurtrier lunaire. Les deux premiers tentent d'élucider l'énigme que représente le troisième, auteur sans mobile apparent d'un triple meurtre en pleine rue. Cet individu complètement désocialisé, veilleur de nuit de son état, en vient à leur révéler la complexité de sa vie intérieure, qu'il passe immergé dans les fantasmes d'un monde parallèle qui lui parle bien davantage que son environnement urbain réel. L'incursion dans les territoires de la fantasy nous vaut une histoire éminemment politique : celle d'un homme dont l'imaginaire a été colonisé et qui lutte pour le reconquérir.

**Matthieu Juan**



**CINÉMA  
WALTER, RETOUR EN  
RÉSISTANCE/Gilles Perret**

Ce documentaire est un portrait vivant et sensible de Walter Bassan, résistant communiste en Haute-Savoie, rescapé de Dachau. Lui et ses camarades parlent avec simplicité et humour de leur engagement, leur résistance face aux gouvernements successifs qui détruisent les acquis du programme du Conseil national de la Résistance (Sécu, retraite par répartition, services publics, libération de la presse...). On y voit Bernard Accoyer (président de l'Assemblée nationale) menacer verbalement Gilles Perret par lettre officielle, qu'il accuse d'être trop «partisan». Pendant que Walter est bouleversé par la rafle de Calais, Sarkozy fait son intéressant sur le plateau des Glières. Émouvant et roboratif. Des vitamines pour notre résistance. Dates et salles : walterretourenresistance.com

**Jacques Brusset**



**BD  
L'HOMME BONSAÏ/Fred  
Bernard/DEL COURT/14,95  
EUROS**

Fred Bernard avait déjà écrit cette histoire : celle d'un homme enlevé par des pirates cruels, sur la tête duquel pousse un arbre mystérieux qui lui donne une force incroyable mais absorbe toute son énergie s'il n'est pas taillé régulièrement. D'abord imaginée comme un conte pour enfants, l'histoire est adaptée aux adultes par l'ajout d'un élément : une histoire d'amour aux aspects fortement érotiques. Le lecteur ne peut que se féliciter de cette initiative : le talent de conteur, de narrateur et de dessinateur de Fred Bernard est évident dans cette histoire d'amour et de pirates aux connotations orientalisantes puisqu'il s'agit de pirates chinois. L'histoire d'amour impossible entre une jeune fille un peu étrange et l'homme bonsaï donnent une tonalité dramatique et tragique à ce conte.

**Sylvain Pattieu**



**www.dionyversite.org**

Gratuite, libre et sans condition de diplôme, la Dionyversité est une université populaire fondée par des habitants de la Seine-Saint-Denis ayant pour mission de contribuer à l'amélioration de la diffusion populaire de l'esprit critique, des savoirs et de la culture. Des universitaires, des enseignants mais aussi des syndicalistes, des associatifs et des artistes viennent à la Dionyversité pour partager leurs savoirs et leurs passions. Un lieu essentiel pour la culture au sens large du terme.

**www.cequiffautdestruire.org**

Vous connaissez ce chien rouge qui a brisé ses chaînes? Si ce n'est pas le cas encore, on ne peut que vous inviter à visiter le site CQFD! Ce mensuel de critique sociale vendu en kiosque est aussi présent sur la toile avec la même rage et les mêmes crocs acérés! Ce qu'il faut dire, détruire, développer y est écrit noir sur blanc.

**www.paris-sans-videosurveillance.fr**

Vous avez l'impression d'être observé, surveillé? Ce n'est pas étonnant, les caméras de surveillance sont aux quatre coins de la capitale. On peut pourtant légitimement avoir peur de cette implantation massive des caméras dans notre environnement, avec le plan 1 000 caméras dans Paris. Ce collectif vigilant entend dénoncer ce plan, dangereux pour nos libertés individuelles et notre présomption d'innocence.

**EXPOSITION LA RÉVOLUTION FRANÇAISE SUR LE VIF**

Le musée Carnavalet-Histoire de Paris fait-il «sa révolution» comme il l'annonce? Il présente en tout cas deux belles expositions de documents curieux et rares, qui font assez bien partager l'ambiance chahutée de la période révolutionnaire.

**A** côté de ses enseignes, de ses collections d'outils, de ses maquettes du vieux Paris populaire et ouvrier qui en rendent toujours la visite instructive et touchante, le musée Carnavalet conserve plus de 25000 documents et œuvres concernant la

Révolution française, la collection la plus ancienne et la plus riche au monde sur le sujet. Ce fonds a été abondamment exploité par les éditeurs pour illustrer leurs livres d'histoire, mais les deux expositions actuelles en révèlent réellement des «trésors cachés», dont certains surprendront même les spécialistes. La fermeture pour rénovation des «salles de la Révolution» de ce musée est ainsi largement compensée par l'ouverture au public des secteurs les moins connus de ce fonds, qui devrait être peu à peu numérisé et consultable par voie électronique, même si rien ne remplace le regard direct, comme le vérifieront certainement les visiteurs.

La plus condensée de ces expositions, consacrée aux «caricatures anglaises au temps de la Révolution et de l'Empire» dont elle présente une quarantaine d'exemples frappants, permet de saisir l'ambivalence de l'opinion anglaise à l'égard des événements français. Louis Capet et sa famille n'y sont pas ménagés : rien que goinfrerie, égoïsme et idiotie. Avec Gillray ou Rowlandson, l'outrance du trait atteint des sommets qui préfigurent les dessins de presse et la BD d'aujourd'hui, mais qui allaient rester longtemps une spécialité des caricaturistes et illustrateurs anglais. La deuxième exposition, largement plus développée, est conçue, de façon classique et efficace, comme une «chronique de la Révolution» à travers les images et les objets.

Il importe certainement, pour saisir l'atmos-

phère d'urgence de ces années-là, de pouvoir «toucher des yeux» (et non plus seulement dans les livres) les lourdes piques des sections révolutionnaires, l'austère tabatière de Marat en forme de bonnet phrygien, et même, si l'on veut, la culotte du dauphin... Mais les images ne sont pas moins éloquentes, serait-ce seulement par leur foisonnement parallèle à l'extraordinaire production de journaux, libelles,

tracts et pamphlets qui déborda dès le départ les capacités de la censure royale. Qui ne dessinait pas alors, comme qui ne prend pas des photos de nos jours?

À côté des œuvres «mises au propre» et en conformité avec les canons esthétiques dominants, images apprêtées et «retouchées» (dirait-on aujourd'hui) souvent retenues pour illustrer les livres d'histoire, on verra grâce à

cette exposition des scènes croquées à la hâte autant qu'à la diable, vues quasiment instantanées et pleines d'émotion, qui sont en somme la Révolution prise sur le vif.

**G.B.**

Musée Carnavalet, 23 rue de Sévigné, 75003 Paris, jusqu'au 3 janvier 2010, tous les jours sauf lundi et jours fériés.



Camille Desmoulins haranguant le public du Palais Royal le 12 juillet 1789. Lavis anonyme. (Musée Carnavalet)





**CE QUE TOUT RÉVOLUTIONNAIRE DOIT SAVOIR DE LA RÉPRESSION**

**VICTOR SERGE**  
ZONES/LA DÉCOUVERTE

177 PAGES  
14,50 EUROS



l'essai

**POURQUOI** avoir décidé de rééditer ce texte que Victor Serge a écrit en 1925? Quel intérêt de connaître les procédés de la police secrète tsariste, l'okhrana, qui pourchassait les révolutionnaires au début de xx<sup>e</sup> siècle? Voilà quelques questions qui viennent légitimement à l'esprit en commençant ce livre. Mais après tout, il n'est jamais inutile de connaître les méthodes de nos ennemis. On apprend donc que la police tsariste agissait principalement de deux manières: la provocation et l'infiltration. Serge, qui était responsable après la révolution russe de 1917 des archives de l'okhrana, dévoile comment des agents de cette police secrète infiltraient les différentes organisations et prenaient part aux actions. Ainsi, le pope Gapone, dont le rôle fût primordial lors de la révolution de 1905, en faisait partie. Le texte de Serge, qui revient également sur la question de la répression après la révolution, a parfois des accents très actuels. C'est bien d'ailleurs ce qu'explique Francis Dupuis-Déri dans sa longue postface. De Seattle en 1999 au sommet de l'Otan à Strasbourg en mars 2009, les méthodes de la police à l'encontre de ceux qui sont identifiés comme des ennemis du système ont peu changé. De Julien Coupat qui a croupi plusieurs mois en prison sans raison à la criminalisation du mouvement social (Conti, EDF, lycéens et professeurs désobéisseurs), en passant par les flics qui infiltrèrent les manifestations et attaquent les cortèges, ou les CRS, décidément les ressemblances sont frappantes. Et cela se passe dans tous les pays. En prendre conscience ne signifie pas tomber dans une paranoïa paralysante, mais permet de connaître les risques pour les réduire au maximum.

**Dominique Angelini**

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43  
**www.la-breche.com**

**PRISONNIERS D'ACTION DIRECTE LA VENGEANCE SANS FIN**

Depuis mars 1987, Georges Cipriani et Jean Marc Rouillan sont en prison. Anciens militants d'Action directe, ils ont tous deux accompli leur peine de sûreté de dix-huit ans pour leurs actions au sein de cette organisation. Pourtant, la justice ne cesse de mettre des obstacles à leur libération.

**G**eorges Cipriani, à qui un jugement du 30 avril dernier avait enfin accordé un régime de semi-liberté, devra encore attendre dans sa cellule du centre pénitentiaire d'Ensisheim, après que le parquet a fait appel de cette décision, au motif qu'il ne reniait pas son engagement passé. Une nouvelle demande de liberté conditionnelle a été déposée. Jean-Marc Rouillan devrait aujourd'hui bénéficier depuis neuf mois d'un régime de liberté conditionnelle. Mais en octobre 2008, à la suite de la publication d'une interview donnée à l'hebdomadaire *l'Express*, il a été l'objet d'une manipulation médiatique et judiciaire qui l'a renvoyé derrière les barreaux à plein temps. Peu de temps après sa réincarcération, son état de santé s'est dégradé, une maladie grave, rare et évolutive, le syndrome de Chester-Erdheim, est diagnostiquée... Et rien ne se passe! Durant des mois, Jean-Marc Rouillan est laissé sans soins adaptés à la prison des Baumettes. Retarder l'évolution de cette maladie nécessite un traitement expérimental qui ne peut légalement se faire en prison. Le 27 octobre, la justice a décidé son transfert au centre de détention de Muret... alors que les rares médecins spécialistes de cette pathologie exercent à Paris, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière! L'acharnement de l'État contre les militantes et militants d'Action directe est sans limites. Après de nombreuses années d'isolement et deux longues grèves de la faim pour en sortir, elles et ils ont

connu en permanence les pires difficultés à accéder à des soins. Nathalie Ménigon, victime de deux accidents vasculaires cérébraux, n'a pas été libérée pour raisons médicales. Il aura fallu une mobilisation importante pour que Joëlle Aubron, atteinte d'une tumeur cancéreuse au cerveau, puisse terminer sa vie libre. Pour Georges Cipriani, rendu malade par l'isolement, une campagne de presse dénonçant un manque de soins, confirmé par le témoignage inquiétant d'un surveillant, aura été nécessaire pour que l'administration pénitentiaire daigne enfin s'inquiéter de son état de santé.

Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani subissent encore aujourd'hui, un quart de siècle après les actions qu'ils ont politiquement revendiquées, un chantage permanent au reniement. Il est insupportable que la justice s'obstine à exiger d'eux des « regrets sincères ». Cette notion de repentance, purement religieuse, n'a rien à voir avec le droit. Ils ont terminé leur peine, ils doivent être libérés!

À l'initiative de différents collectifs de soutien, des initiatives devront être prises pour relancer la mobilisation autour des prisonniers d'Action directe. Le NPA, auquel Jean-Marc Rouillan a adhéré à sa création, prendra toute sa part dans cette campagne.

Pour leur écrire:

- Jean-Marc Rouillan, 9496 A 109, CD de Muret, route de Seysses, 31600 Muret.
- Georges Cipriani, 5250 MC Ensisheim, 40 rue de la 1<sup>e</sup> Armée, 68190 Ensisheim.

**Alain Pojolat**



(PHOTO THÈQUE ROUGE / CR)

**MON IDENTITÉ EST INTERNATIONALE**

Je souhaite apporter mon ressenti quand à cette idée électoraliste, teintée de xénophobie, qu'est le débat sur l'identité nationale. La seule identité est pour moi l'espèce humaine.

Je suis née, sous le joug de l'occupation française, sur les hauteurs d'Alger. J'ai grandi auprès d'un père qui chantait *la Marseillaise* pour ne pas s'endormir au volant en sillonnant les routes de l'Algérie, la Tunisie, le Maroc. J'ai foulé pour la première fois la France alors que je n'étais qu'une adolescente boutonneuse. Une petite escale de quelques jours pour rejoindre la Suisse. Le hasard d'un itinéraire de vie sinueux a fait que je me retrouve habitant Nancy en France alors que mes boutons venaient juste de sécher... Il y a de cela déjà 27 ans. J'ai trois enfants (il et elles ont une carte

d'identité française). Malgré mes engagements citoyens, je n'ai pas opté pour la nationalité française, et si je pouvais être déchue de ma nationalité d'origine, j'en serais ravie.

Je ne me reconnais point dans cette notion de nationalité. Je hais les drapeaux, identitaires par essence. J'exècre cette formule « Je suis fier d'être... ». Le matin en écoutant la radio, je me sens palestinienne. Au travail, je me sens ouvrière, comme tous les ouvriers et les ouvrières du monde entier. Le soir, en sirotant mon verre de vin accompagné d'un roquefort, je suis française. Et avant d'aller au lit, en lisant Hermann Hesse, Virginia Woolf, Sophocle, Frida Kahlo... je me rends compte que je suis allemande, anglaise, grecque, mexicaine... Quand j'ai des insomnies, j'écoute Souad Massi, Buena Vista So-

cial Club, Tinariwen, Calexico... Je suis algérienne, cubaine, malienne, américaine...

Mon identité c'est tout cela et pas que ça, et tout ce que je ne peux citer car ce serait trop long... Mon identité est tout ce qui me reste encore à remplir dans la besace de ma vie comme richesse que je découvrirai aux côtés et avec les autres.

Alors la réduire à une histoire, un drapeau, un hymne, un « sang », je ne peux pas le comprendre ni y adhérer.

Mon identité est de toutes les couleurs, de toutes les formes des nuages, de toutes les tailles des étoiles, de toutes les expressions des sourires, de toutes les traces de larmes, de toutes les différences de teintes des couchers de soleil, de tous les océans...

Mon identité est INTERNATIONALE.

**Taus**

**boîte à lettres**

Pour nous écrire, pour prendre contact: [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)// NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**MAREK EDELMAN. Y.B. (SEINE-ET-MARNE):** L'hommage à Marek Edelman prend toute sa dimension lorsque l'on relit, à travers sa vie, les liens entre tous ses combats, notamment entre la lutte contre le nazisme et la lutte contre le sionisme. C'est son engagement dans la solidarité avec le peuple palestinien, justement rappelé par Ross Harrold qui lui valut, en 2002, de voir l'aimable périphrase « Marek Edelman, survivant, hélas, du ghetto de Varsovie » accolée à son nom par une organisation sioniste française. Il y a parfois des ennemis dont il faut savoir être fier...

**QUE REPRÉSENTE POUR NOUS LE TOURISME SEXUEL? F., R., D. ET E. (SEINE-SAINT-DENIS):** Le dernier numéro de *Tout est à nous!* publie dans la rubrique « Regards » l'interview d'un sociologue sur le tourisme sexuel, « au-delà de la polémique soulevée par le Front national » au sujet du livre de Frédéric Mitterrand, *La mauvaise vie*. Le texte commence plutôt bien, en pointant deux amalgames faits

par le Front national, entre le fait d'avoir été client d'un système de prostitution et l'homosexualité du ministre d'une part, et entre homosexualité et pédophilie d'autre part. Suit une description historique et sociologique de la prostitution, du point de vue des prostitué(e)s, description non dénuée d'une certaine complaisance: « Les représentations actuelles dramatisent les conditions d'exercice de la prostitution ».

Il est certes toujours utile de rappeler que la prostitution a des racines socio-économiques. Mais comment traiter ce sujet sans aborder l'autre face du problème: celle des clients? Le tourisme sexuel, c'est aussi une des formes de la domination du Nord sur le Sud, tout comme la traite des femmes, et un point de vue sociologique sur ce sujet devrait faire plus que l'évoquer en une phrase sur les « ressources très inégales ».

On peut regretter qu'un sociologue reste sur une approche très descriptive d'un tel phénomène, sans que son travail ne débouche

sur une véritable prise de position. Mais il est encore plus regrettable que notre journal n'ait publié sur ce sujet que cette interview, sans le moindre commentaire, et en l'accompagnant qui plus est de la couverture du livre de Frédéric Mitterrand (dont une partie figure également en Une du journal). Il ne s'agit pas de participer à une sorte de lynchage d'un homme qui, certes, a des choses à se reprocher, mais qui a eu le courage de l'avouer, et qui plus est il y a quatre ans. Mais le NPA a sans doute des choses à dire sur le sujet de la prostitution et du tourisme sexuel, au-delà des différences d'appréciations qui peuvent nous traverser entre « réglementaristes » et « abolitionnistes ». Une polémique sur ce sujet devrait être pour nous l'occasion de rappeler nos positions et analyses d'un point de vue féministe et internationaliste.

Info: Un article débat est consacré à la prostitution dans *Tout est à nous!* La Revue n°3.

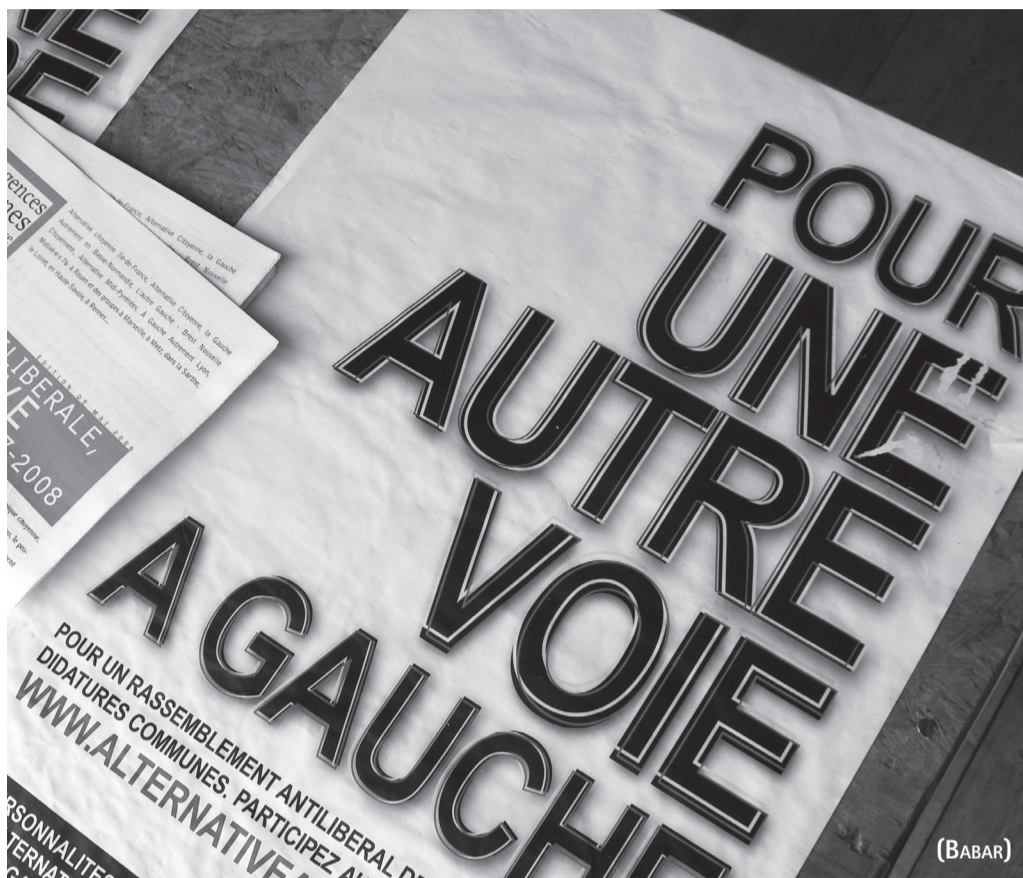




# RÉUNIONS UNITAIRES UN PAS EN AVANT ENCORE INSUFFISANT !

Le mercredi 28 octobre s'est tenue la quatrième réunion de la gauche anticapitaliste et antilibérale consacrée aux élections régionales.

La réunion du 28 octobre a débuté par la présentation d'une déclaration du Front de gauche rassemblant le Parti communiste, le Parti de gauche et la Gauche unitaire. Elle a de fait constitué la base de discussion de la soirée, mettant ainsi de côté l'offre politique issue du Conseil national du PCF que nous jugions pour notre part inacceptable (voir *Tout est à nous!* n°28). Cette nouvelle déclaration a ouvert les discussions. En effet, ce texte constitue à bien des égards un élément que nous avons considéré comme une avancée. Elle acte que le cadre unitaire ne pourra être le Front de gauche actuel, qu'elle ne considère plus la constitution de majorités de gauche dans les régions comme un préalable à un accord unitaire et que désormais, cette participation est soumise à conditions. L'ensemble des forces politiques présentes hors du Front de gauche (La Fase, le FSQP, les Alternatifs, M'PEP...) ont fait le même constat: cette nouvelle proposition comporte à la fois des avancées par rapport au texte adopté par le Conseil national du PCF mais des points essentiels restent à préciser, en particulier sur la nature des conditions d'une participation aux exécutifs, mais également sur le statut de ce texte par rapport à celui qui a été adopté très majoritairement par la direction du PCF trois jours plus tôt. Malgré les nombreuses questions, nous n'avons pas eu franchement de réponses claires, précises. De plus, certaines interventions comme celle de la Gauche unitaire ou celle des représentants du PCF, ont été une petite inflexion par rapport à l'in-



roduction faite par le PG, indiquant que, pour eux, «pas même une feuille de papier à cigarette ne séparerait la déclaration du Front de gauche et le texte de la direction du Parti communiste.» Pour nous, cette déclaration est un pas en avant certes, mais encore insuffisant. En effet, il est primordial de parler du contenu, du programme que nous pourrions défendre ensemble, ce qu'a toujours refusé le Front de gauche jusqu'alors. Pour lui, il est primordial de parler d'abord de ce qu'ils appellent «la stratégie», c'est-à-dire leur objectif d'aboutir à des majorités de toute la gauche, avant même de discuter de l'élaboration d'un programme en rupture avec la gestion du capitalisme. Pour nous, l'important n'est pas la fin du film mais bien évidemment

le début, ce qui commence par se mettre d'accord sur un programme pour les régions, programme qui ne peut pas qu'être «applicable dans le champ de compétence régionale», comme il est indiqué dans la déclaration du Front de gauche. Pour le NPA, c'est une question essentielle car nous discutons des alliances en fonction du programme, des réponses aux besoins sociaux des salariés et de la population face à la crise. La question des gouvernements de régions, les exécutifs, est également une question centrale qui en découle. Pouvons-nous gérer des régions dominées par les politiques du PS et/ou des Verts aujourd'hui? Pour notre parti, la réponse est clairement non. Nous ne voulons pas faire le grand écart, c'est-à-dire, par exemple, exiger dans la

campagne des élections régionales, l'arrêt des subventions aux entreprises du privé et ensuite voter, au nom de «l'aide à l'emploi» (autrement dit l'aide au patronat), ces mêmes subventions une fois que l'on gère dans les exécutifs... C'est cette cohérence politique que nous portons dans les réunions unitaires, celle d'une gauche de combat rompant avec la gestion «responsable» de ce système. Après une réunion de travail lundi 2 novembre, enfin consacrée au programme, une nouvelle réunion aura lieu le mardi 10 novembre, deux jours après la réunion de notre Conseil politique national. Une étape importante dans le débat.

Sandra Demarcq

## LA BROCHURE N°2 NOS EMPLOIS PAS LEURS PROFITS! EST DISPONIBLE

La nouvelle brochure du NPA paraît cette semaine. Un véritable outil d'argumentation sur les solutions du NPA pour l'emploi.

Vous pouvez vous la procurer en envoyant un chèque de 2 euros à l'ordre de:  
NSPAC  
2 rue Richard-Lenoir  
93100 Montreuil

**TOUT est à nous!**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction: 01 48 70 42 27  
Diffusion: 01 48 70 42 31  
Administration: 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
Mail: redaction@npa2009.org  
Numéro ISSN: 1969-8178  
Commission paritaire: 0414 P 11508  
Tirage: 9 000 exemplaires

**Société éditrice:** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication:** François Coustal  
**Impression:** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
mail: rotoimp@wanadoo.fr

## S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA  
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE du NPA  
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

**554755**

#### Titulaire du compte

NOM: .....

PRENOM: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

MAIL: .....

#### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE: .....

SIGNATURE: .....

#### Etablissement teneur du compte

BANQUE: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

**Abonnements par chèque** à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)  
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

#### FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an  
**28 euros 56 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an  
**20 euros 40 euros**

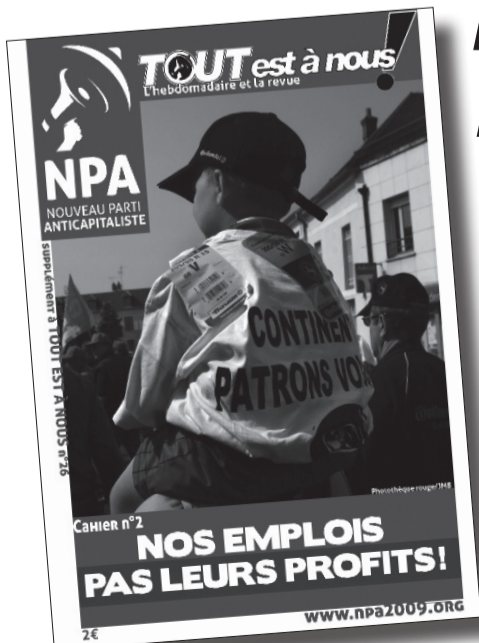
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**38 euros 76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an  
**22 euros 44 euros**

#### ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an  
**45 euros 90 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**65 euros 130 euros**







## POSTIERS EN LUTTE

À l'appel du Comité national contre la privatisation de la poste, un rassemblement a eu lieu, lundi 2 novembre, devant le Sénat, au moment où les sénateurs examinaient le projet de loi qui va permettre la fin du service public de la poste et accompagner l'arrivée de la concurrence. Après la réussite de la votation citoyenne avec 2,1 millions de voix, le collectif a lancé l'objectif de l'envoi de 4 millions de cartes postales à l'Élysée pour le retrait du projet et l'organisation d'un référendum<sup>1</sup>. Le mouvement citoyen est relayé par la lutte des postiers. Au bureau de poste de Beauvais (Oise), les postiers ont fait grève à 85% durant sept jours pour leurs conditions de travail, l'embauche en contrat à durée indéterminée de cinq CDD et le maintien du service public postal. À Beauvais, par manque de personnel, des tournées ne sont pas effectuées et des RTT sont supprimées.

Le mouvement de grève a été reconduit par des assemblées générales et a reçu le soutien de la population, du PCF et du NPA. La lutte a été victorieuse car La Poste a fini par accepter l'embauche des cinq CDD en CDI et a reculé sur sa nouvelle organisation. Quant aux jours de grève, outre la caisse de grève qui a été mise en place, l'appel au soutien de la population, certains facteurs qui mettront une partie de leurs calendriers dans le pot commun, La Poste a payé l'équivalent de quatre jours de grève. Une vraie victoire, symbolique dans un contexte général de suppressions de postes, qui a redonné le moral aux postiers grâce à l'efficacité de l'action collective.

1. À adresser (non timbrée) à Nicolas Sarkozy, Élysée, 55 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris. Voir [www.referendumpourlaposte.rezisti.org](http://www.referendumpourlaposte.rezisti.org)



# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



À Beauvais (Oise), les postiers ont fait sept jours de grèves pour la transformation de CDD en CDI et l'amélioration des conditions de travail. (DR)

**SUPER-VOLEUR.** Après quinze ans de procédure, après avoir échappé à toutes les poursuites grâce à son immunité présidentielle et parce qu'un juge d'instruction a osé aller à l'encontre de l'avis du parquet, c'est-à-dire du gouvernement, Chirac devra enfin répondre devant la justice pour le dossier des emplois fictifs de la mairie de Paris. Mais cela ne doit être qu'un début. Pasqua, condamné pour trafic d'influence dans une vente d'armes, tente de mettre en cause Mitterrand, Chirac, Juppé et Balladur. La « monarchie républicaine » de la V<sup>e</sup> République est en effet le cadre pourri de toutes ces affaires et Sarkozy, qui ose parler de rupture, ne fait qu'en renforcer les aspects les plus antidémocratiques : pouvoir personnel, poursuite des coups tordus de la Françafrique pilotés par l'Élysée, etc. Pour continuer en toute tranquillité, on comprend pourquoi Sarkozy veut supprimer les juges d'instruction.

**CLICHY-SOUS-BOIS.** Quatre ans après la mort de Zyed Benna, 17 ans, et Bouna Traoré, 15 ans, à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), l'instruction se poursuit. Le 27 octobre 2005, poussés par la police qui voulait les contrôler, ils étaient électrocutés en se réfugiant dans un transformateur EDF. Les deux policiers qui les poursuivaient ont été mis en cause pour « non-assistance à personnes en danger ». Alors que les conclusions de l'enquête devaient être remises en juillet, une requête de la défense des policiers a été faite au dernier moment dans le seul but de la faire encore traîner. La police demande la mise en accusation du troisième jeune, Muhittin, qui a survécu à ses brûlures, pour « mise en danger délibérée de la vie d'autrui », accusation ridicule et provocatrice, sachant que Muhittin était le dernier à entrer dans le transformateur. Chômage deux fois supérieur à la moyenne, discriminations, provocations policières, rien n'a changé depuis les révoltes de 2005.

**TAXER LES PAUVRES.** Les bénéficiaires du RSA qui ont une activité professionnelle vont devoir payer la taxe d'habitation ainsi que la redevance audiovisuelle. Auparavant, les bénéficiaires de l'ancien RMI en étaient exonérés. Aujourd'hui, ceux qui ont repris le travail en acceptant un indécemment très faible salaire ainsi qu'un RSA en complément, doivent payer ces deux impôts. Un bénéficiaire du RSA qui travaille à mi-temps touche 710 euros par mois (500 euros de salaire et 210 euros de RSA) et celui qui travaille à quart-temps touche 550 euros (250 euros de salaire et 305 euros de RSA). La taxe d'habitation peut varier entre 500 et 1 000 euros, la redevance audiovisuelle est de 118 euros. Comment vont faire ces nouveaux « travailleurs pauvres » pour payer en novembre un impôt supérieur à leur faible revenu ? Le RSA est un cadeau fait au patronat permettant de subventionner des boulots très mal payés à temps partiel. Ceux qui les ont acceptés restent plongés dans la pauvreté.

# SOUSCRIPTION

# OBJECTIF : 200 000 EUROS

### SOUSCRIPTION 2009 : C'EST PARTI !

Pour fêter sa première année d'existence le NPA fait appel à vos bourses.

Crise et récession n'auront pas raison de notre objectif : récolter 200 000 euros avant le 31 décembre 2009.

Pourquoi une souscription ? Pour que notre parti vive !

Cette première année a été riche en événements et donc en dépenses : congrès de fondation, campagne électorale européenne, contre-sommet de Strasbourg, campagne contre la privatisation de la poste, sommet de Copenhague, solidarité avec les mouvements de travailleurs sans papiers. Ajoutons à cela l'activité quotidienne des plus de 500 comités locaux du NPA : tracts, affiches, meetings, manifestations, diffusion de *Tout est à nous* !

Notre parti vit principalement des cotisations de ses adhérents et des dons qu'il reçoit. Assurer notre indépendance financière est pour nous un impératif.

Souscrire, ce n'est pas adhérer au NPA, c'est aider, participer, contribuer financièrement à l'existence d'un parti qui refuse de se

soumettre à l'ordre existant, au capitalisme. C'est également permettre le pluralisme dans le paysage politique.

### FAIRE VIVRE NOTRE PRESSE

Ce journal, né il y a un peu plus de six mois, doit continuer à vivre. La situation de la presse est aujourd'hui difficile, elle l'est peut-être encore plus pour un hebdomadaire militant comme celui que vous tenez entre vos mains. Se faire chaque semaine l'écho des luttes et des résistances en France et dans le monde, se faire l'écho des débats et des idées qui agitent la gauche anticapitaliste, est aujourd'hui indispensable.

### ÊTRE PRÉSENT DANS LES LUTTES

L'année 2010 s'annonce d'ores et déjà chargée. Sarkozy et le Medef compte intensifier leurs attaques : Sécurité sociale, réforme des lycées, privatisation de la poste, expulsion des sans-papiers, politique répressive... la liste des attaques est longue et demande une riposte à la hauteur.

Nous sommes toujours plus sollicités pour intensifier la diffusion de notre projet de société, de nos alternatives et des moyens de résister à cette politique antisociale. Cela demande encore plus de moyens financiers.

### PLUSIEURS MOYENS DE SOUSCRIRE

Tous les dons seront les bienvenus, petits comme gros, pourvu que le chèque soit bien libellé à « NPA souscription » et signé, bien sûr. Un carton résumant notre démarche est en cours d'impression et sera envoyé dans tous les comités pour diffusion. Par ailleurs, le NPA s'empare des nouvelles technologies et vous pourrez donner également par le biais de notre site [npa2009.org](http://npa2009.org) où un onglet souscription devrait apparaître d'ici quelques jours. Futures donatrices, futurs donateurs, rapprochez-vous donc des militants de vos villes ou de vos entreprises ou faites parvenir vos soutiens à : NPA souscription, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil. Nous ne doutons pas de votre solidarité, nous allons y arriver. Grâce à votre aide. D'avance merci à toutes et tous.